

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 3 AVRIL 1969
N° 406. 1,50 F



Sommaire

- Politique intérieure.**
4. Un pas en avant, deux pas en arrière.
Gilbert Hercet.
6. Fiscalité et lutte de classe.
Michel Breton.
- Luttes ouvrières.**
- 7-8. Violence quotidienne et répression brutale.
Gérard Lemahieu.
9. Printemps 69.
Jacques Ferlus.
- 6^e congrès.
- 10-11. Pour le contrôle ouvrier par l'action de masse.
(résolution votée au Congrès de Dijon).
12. Les adhérents P.S.U.
- 13-14. Le VI^e Congrès de la presse.
André Bielany.
- Luttes internationales.**
15. Comment préserver l'empire.
Henry Beley.
16. La paix au Moyen-Orient.
David Weill.
20. Guerre et négociation.
Pierre Naville.
- Vie culturelle.**
18. Hein ?
Dominique Nores.
19. Entretien avec Andras Kovacs.
Jean-Paul Fargier.

Actuelles

Biafra : la charité tirée au sort

Le 24 mars, tirage au sort d'une carte pour désigner le ou les gagnants du jeu « Arc en Ciel ». Les personnes qui posséderont une carte identique se partageront 500.000 F. De quoi s'agit-il ? D'un nouveau jeu télévisé ? On pourrait le croire puisque le meneur n'est autre que Pierre Bellemare, le fameux animateur de « Pas une seconde à perdre ».

Le tirage au sort de lundi vient couronner brillamment la « Semaine nationale de secours aux Biafrais » qui s'est achevée le 17 mars. Et si nous ne connaissons pas encore le gagnant, nous le félicitons vivement voyant se confirmer que le malheur des uns peut faire le bonheur d'autres. Les organisateurs entendaient faire appel à la générosité des Français pour sauver des millions de Biafrais en détresse. « Générosité » ? Les Français pourraient s'offusquer de la cruelle ironie qui consiste à leur demander la charité moyennant récompense. « Sauver des millions de Biafrais » ? L'entreprise ne manque pas d'ambition : à supposer que des millions de Français donnent chacun 2 F dans la meilleure hypothèse, la somme recueillie restera dérisoire face aux nécessités de l'heure. Alors, pourquoi cette campagne ?

Force est d'admettre que les desseins des milieux gouvernementaux sont obscurs. Une telle campagne aurait pu être

au moins l'occasion d'une vaste explication — fût-elle partielle —. Or le grand public n'a rien appris, si ce n'est que le massacre ou génocide se perpétue, parce qu'un pays réclame son autonomie, qu'un autre la lui refuse, voire que des chrétiens sont victimes d'un racisme sans rémission ! Les journalistes en savent-ils beaucoup plus ? A vrai dire, non, car l'accès au terrain est des plus difficile et l'on a de fortes raisons de croire que l'affaire se joue ailleurs, dans les coulisses de bien des ambassades, de bien des ministères et autres établissements. En France, par exemple, quelques privilégiés seulement connaissent le véritable enjeu et les dimensions réelles de la guerre du Biafra.

Ce sont d'un côté les nigériens M. Pierre Messmer, ministre des armées et M. Pierre Guillaumat, président de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine. De l'autre un ensemble confus qui regroupe M. Michel Debré, le colonel Merle, M. Jacques Foccart (conseiller pour les services spéciaux) et l'on ne sait exactement dans quelle mesure, MM. P. Marette, Fortuit et Offroy, ex-ambassadeur de France au Nigéria, qui ont défendu la « Semaine Nationale de Secours aux Biafrais » à la Mutualité, dans un débat plus qu'animé.

Le fait est qu'on parle beaucoup du Biafra en gardant le

silence sur le fond de l'affaire. Sans doute a-t-on de bonnes raisons de se taire ! Et ceux qui « bradent ainsi la charité française par ce tiercé du petit Biafra » (pour reprendre l'expression de Robert Buron) sont précisément ceux qui savent : ils en savent plus en tout cas que les journalistes dont la tâche est extrêmement délicate. Que veut-on cacher ? Telle est la question qui vient à l'esprit. Et corollairement à quelles fins nationales et internationales organise-t-on un tel « battage » qui vaut une véritable intoxication sans équivalent à l'étranger ?

Pendant ce temps les démarches des Britanniques, le possible voyage à Lagos de M. Harold Wilson, une éventuelle médiation de l'Union Soviétique, les commentaires américains, illustrent l'ampleur de la question et la confusion des rivalités et des intérêts qui sont en jeu. Pour notre part, nous nous bornerons ici à évoquer la concurrence entre divers impérialismes néo-coloniaux (ex : France, Grande-Bretagne) et les rivalités d'influence en Afrique (ex : Occident, Union Soviétique, Egypte, Israël, Chine), et sur le fond, nous renvoyons les lecteurs de « Tribune Socialiste » à l'article de Manuel Bridier « Biafra : la vérité » (Tribune Socialiste, 19 septembre 1968). Faut-il enfin répéter comme tant d'autres que l'incompréhension et la passivité de l'opinion mondiale résultent du manque d'information et d'une propagande qui masque les intérêts contradictoires en jeu ?

En vérité, les responsables français contribuent à cette propagande et évitent grossièrement, scandaleusement de situer le problème à sa place, sur le plan politique, pour exploiter néanmoins à des fins politiques peu claires la crédulité publique. □

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantalre, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Salignon, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur

de la Publication

Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :

54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)

Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

STAGE JEUNES TRAVAILLEURS ET LYCEENS MONTAGNE et FORMATION

(militants et sympathisants)

120 F tout compris sans transport du 12 au 20 juillet
inscription dès maintenant avec 50 F d'arrhes

C.C.P. : A. Grimault 19 742 29 Paris

NOM Prénom

Age

Adresse

Profession

Ci-joint chèque postal — Chèque bancaire

● Bulletin à renvoyer au C.C.N.J.
(81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

ACTION JEUNE

12-13 avril

Réunion des responsables
jeunes

(fédérations et régions)

81, r. Mademoiselle, Paris-15^e

Lancement de la campagne
d'action d'un mois :

— jeunes travailleurs et
contrôle ouvrier ;

— les lycéens et le lycée
dans le système capita-
liste ;

— lutte idéologique contre
« sois jeune et tais-toi ».

HOBZOVA DAGMAR
5, avenue des Chalets
Paris 16^e

Etudiante tchécoslovaque
recherche travail à Paris
Ecrire au journal

Mai a bien eu lieu

Jean-Marie Vincent

Nous ne sommes plus en mai 1968. C'est une évidence qui depuis quelque temps fait les délices des commentateurs politiques. Les « gauchistes » ne sont-ils pas en perte de vitesse ? La fraction syndicale organisée par le P.C.F. a remporté le congrès du S.N.E.-Sup, Edgar Faure a eu officiellement de bonnes élections (selon les chiffres avancés par son ministère, il y aurait eu une participation électorale de l'ordre de 52 %) et, ô divine surprise !, la fin du congrès du P.S.U. a permis à de nombreux journalistes de parler de crise de ce parti gênant. Il n'en faut pas plus pour qu'aussitôt certains courages défaillants sonnent la retraite. Les « gauchistes » ne seraient pas capables de constituer une force politique cohérente, virtuellement candidate au pouvoir, ils seraient tout au plus capables d'aiguillonner un peu la gauche traditionnelle.

En d'autres termes, leur fonction serait de pousser un Mitterrand ou un Mollet à parler un langage un peu plus dur et d'entraîner le P.C.F. sur les sentiers de la « démocratie avancée ». Si on est un peu plus pessimiste, on peut même prétendre qu'ils ne servent à rien du tout, sinon à faire du bruit et qu'il n'y a pas autre chose à faire qu'à cultiver son jardin en comptant les points entre les participants du jeu politique.

Pourtant, mai a bien eu lieu ; et depuis les choses ne sont plus ce qu'elles étaient avant. Le régime est indéniablement sur son déclin. Le référendum de la fin avril apparaît comme une tentative, pas très heureuse, du général de Gaulle pour reprendre l'initiative sur le plan politique, pour combattre les tendances des milieux bourgeois dirigeants : un successeur de son vivant, et le plus tôt possible, avant l'échéance de 1972 !

Son objectif est d'obtenir comme avant mai 1968 un « oui franc et massif » qui le libère des pressions en faveur de Pompidou, des velléités d'indépendance de l'U.D.R., des essais de construction d'un grand parti conservateur. Or, il est bien évident que le résultat recherché est loin d'être acquis. De toutes parts se manifestent les réticences, les arrière-pensées dans le camp des soutiens traditionnels du gaullisme.

Mais il y a plus grave. Le régime semble ne plus avoir de politique à moyen ou à long terme, sur le plan économique ou sur le plan financier, voire sur le plan universitaire. Il vit au jour le jour, colmatant ici ou là une brèche, fermant les yeux sur la gravité des échéances monétaires, faisant comme s'il n'y avait pas à craindre de rebondissement des luttes sociales ou de

retournement de la conjoncture économique. Du grand dessein de la participation, il ne reste pas grand-chose après Tilsitt ; de même la réussite relative des élections universitaires ne peut cacher que la co-gestion dans les facultés ne suscite pas l'enthousiasme des étudiants et par elle-même ne résout aucun des problèmes de l'enseignement supérieur. Derrière les apparences de la tranquillité, de la sûreté, de l'esprit de décision, il n'est pas difficile de découvrir la crainte du lendemain, la paralysie devant les initiatives politiques nécessaires, la fuite dans les mesures d'ordre (répression, renforcement de la police, etc.).

Il n'est donc pas exagéré de dire que la force relative du régime est surtout faite de la faiblesse de ses adversaires de gauche, et particulièrement de ses adversaires de la faiblesse de ses adversaires de gauche une évolution de son vocabulaire n'offre pas d'autre orientation que celle qu'il préconisait en 1966 ou en 1967 : alliance électorale avec la social-démocratie, usure progressive de l'influence électorale du gaullisme, instauration hypothétique d'un gouvernement de gauche dans le cadre des institutions existantes.

La social-démocratie de son côté penche plutôt pour une telle politique, mais très atteinte dans son prestige et dans sa force depuis mai-juin derniers, elle hésite beaucoup à revenir aux cérémonies du « programme commun », aux accords en bonne et due forme.

En effet, la politique d'entente avec le P.C.F. reposait sur l'hypothèse que la social-démocratie (la F.G.D.S. alors) serait capable de constituer un parti plus influent, plus fort que le P.C.F. au moins sur le plan parlementaire, et par suite capable d'exercer le rôle hégémonique au sein de la coalition de gauche. Aujourd'hui ce rêve apparaît de plus en plus irréalisable à beaucoup de membres de la vieille S.F.I.O. et surtout à ses élus, si bien que la naissance du nouveau parti « socialiste » se déroule dans un climat de scepticisme chez les uns, de découragement chez les autres. On comprend que dans un tel climat les masses ne manifestent guère d'engouement pour une ligne politique défendue de façon aussi peu convaincante et aussi peu crédible.

Dans l'actuelle période pré-référendaire, tous les efforts de la gauche traditionnelle risquent ainsi de profiter pour l'essentiel à Pompidou (courte victoire des « oui », pourcentage important de « non », de votes nuls et d'abstentions) en l'absence d'une perspective de changement sérieuse,

Aussi, peut-on affirmer sans embellir le présent que les forces qui se sont peu à peu dégagées au cours du mouvement de mai gardent en ce moment d'énormes possibilités d'intervention. Elles constituent en réalité le véritable adversaire de nos classes dirigeantes, malgré les divisions qui les séparent, les querelles qui les marquent quotidiennement.

Le problème est évidemment que l'ensemble constitué par tous ceux qu'on appelle « les contestataires » n'obéisse pas à une logique unique, ne suive pas une orientation déchiffrable par tous ceux qui se sentent attirés par des vues révolutionnaires. Il y a des groupes qui se croient toujours au mois de mai 1968 et pensent que l'heure est toujours à l'offensive sur tous les fronts. D'autres discourent à perte de vue sur la spontanéité des masses en attendant ses prochains développements. D'autres encore manifestent une très grande réserve sur les possibilités d'action et se préparent à une longue période d'hibernation. Disons-le franchement : la souplesse tactique et la fermeté stratégique ne sont pas encore la caractéristique des « gauchistes ».

De ce fait, les thèses du congrès de Dijon, et spécialement les thèses sur la constitution d'un authentique courant socialiste, prennent une actualité brûlante. Il ne s'agit pas, selon celles-ci, d'additionner sur le papier des organisations faibles et déchirées, mais de créer les conditions permettant aux forces de mai de se présenter comme un courant effectif, possédant un visage propre et par conséquent comme un courant apte à s'adresser à de larges masses.

Pour cela il est indispensable qu'un débat ouvert et sérieux s'engage sur les problèmes tactiques et stratégiques afin que peu à peu se dégagent les mots d'ordre d'action susceptibles de mobiliser ouvriers et étudiants bien au-delà des limites étroites des milieux militants.

Potentiellement il existe un courant de l'alternative socialiste dans de nombreux secteurs du mouvement ouvrier ; la tâche est donc de l'amener à éclosion en surmontant nos propres faiblesses politiques dans les délais les plus brefs. L'heure est à la clarification politique autant qu'à la convergence dans l'action, ces deux aspects se conditionnant réciproquement.

Le P.S.U. qui a conscience d'être la force la plus importante du mouvement de mai entend œuvrer dans ce sens et devenir le fer de lance de ce courant socialiste à construire. C'est dire qu'il n'épargnera ses efforts pour dépasser le sectarisme ou l'esprit de chapelle ; l'enjeu aujourd'hui, c'est la conquête d'une grande partie des masses. □

Un pas en avant, deux pas en arrière ?

Gilbert Hercet

Ce dimanche, mes camarades, je suis sorti pour vous. La Convention des Institutions Républicaines tenait à Saint-Gratien (Val-d'Oise) l'une de ces réunions étranges qu'elle appelle ses assises nationales (12^e du nom). J'y fus. Et je suis assez embarrassé pour en rendre compte, vous allez voir pourquoi.

Etrange, cette réunion le fut à nouveau. Bien peu d'ordre dans une discussion souvent peu claire... Oui vraiment, entre le formalisme démocratique qui est souvent celui des partis socialistes (voire du P.S.U...) et cet aimable folklore désordonné, il doit y avoir des formules démocratiques mais sérieuses qui restent à inventer. Mais là n'est pas bien sûr l'essentiel.

Un nouveau militant socialiste : F. Mitterrand

L'essentiel, c'est le pas incontestable franchi par la Convention dans le sens d'un socialisme plus rigoureux et, disons-le, plus socialiste.

On avait déjà remarqué le changement de ton à propos de la politique extérieure. Il ne s'est pas trouvé un conventionnel pour défendre réellement sur le fond les divers aspects de la politique américaine. Et c'est à l'unanimité que fut votée une motion assez ahurissante quand on se souvient d'où viennent beaucoup des adhérents de la C.I.R., où il est affirmé notamment : « Pour la France, l'appartenance au bloc atlantique ne signifie pas, aujourd'hui, une garantie de sécurité, mais offre une facilité supplémentaire à la colonisation économique et culturelle des Etats-Unis. Pour cette raison, et pour permettre la dissolution simultanée du pacte de Varsovie, la France doit inviter les Etats membres à s'en retirer. Pour sa part, notre pays a le devoir, en toute hypothèse, de s'en retirer. » Voici donc les conventionnels devenus unanimement anti-atlantistes ! Bien. Mais il y a plus. Il y a les déclarations de François Mitterrand, en particulier sur les problèmes économiques, dans lesquelles l'ancien président de la Fédération rompt nettement avec le programme de la F.G.D.S.

F. Mitterrand a déclaré en effet avec netteté : « Il faut que soient levées toutes les ambiguïtés. Il n'y a pas de gauche qui ne soit socialiste. Et il n'y a pas de socialiste qui ne sache que le premier combat est à mener contre l'oppression des forces économiques. » Et le député de la Nièvre d'expli-

quer comment mener ce combat, en exposant un programme beaucoup, beaucoup plus proche de celui du P.S.U. que celui de la défunte F.G.D.S.

Tout en affirmant en effet que Plan et marché devraient coexister dans l'économie socialiste, Mitterrand a expliqué que le vrai problème est celui de la dominante, et dit avec force qu'une société socialiste devrait toujours soumettre les lois du marché aux volontés du Plan. François Mitterrand s'est écrié par ailleurs que « parler d'appropriation collective sans accepter de nationalisations, c'est se moquer du socialisme », et a présenté un programme de nationalisations beaucoup plus complet que celui de la F.G.D.S., et s'étendant aux secteurs essentiels, secteurs clés et secteurs de pointe, de l'économie moderne. Mieux, l'animateur de la Convention a précisé que par nationalisation il ne fallait pas entendre mainmise de l'Etat, mais passage des responsabilités essentielles entre les mains de « tous les salariés jusqu'à un certain niveau de revenus, car ils sont tous fournisseurs de plus-value ». Condamnant en la matière les projets de simple « participation », F. Mitterrand n'a certes pas retenu le terme d'autogestion, mais, a-t-il affirmé, surtout pour qu'on ne croie pas que des entreprises pourraient être gérées de façon autonome, en se situant en dehors des directives du Plan...

Plus précis encore : il ne s'agit pas que tout cela soit un simple catalogue ou un catéchisme ; « je ne veux pas faire de distinction entre doctrine et programme » a-t-il dit aux applaudissements nourris des assises, et par exemple le programme des nationalisations devra être effectivement réalisé dans un délai de trois mois après l'accession des socialistes au pouvoir.

Socialisme théorique et social-démocratie pratique ?

Reste à s'interroger sur la sincérité profonde, ou plutôt sur l'ampleur réelle de la conversion. Mitterrand lui-même ne s'est pas encore bien habitué à son nouveau personnage, et il était presque comique de constater qu'il avait oublié ce qu'il entendait au juste voir nationaliser (« J'en ai publié ailleurs la liste écrite », a-t-il conclu avec embarras). Il y a aussi beaucoup d'éléments encore flous dans ses déclarations, notamment sur la « cogestion », et sur la na-



Collombert

ture exacte des rapports au sein des entreprises non nationalisées. Et puis il y a deux éléments fondamentaux qui restent posés après ces assises : ils concernent respectivement les voies de passage au socialisme et le parti socialiste à construire.

Sur le nouveau parti socialiste, la Convention a été assez elliptique, du style : « On va franchement essayer d'y aller, mais si les socialistes S.F.I.O. sont vraiment trop vilains, finalement on n'ira pas... » Le raisonnement est resté tactique, et ne s'est jamais fondé sur la cohérence ou la contradiction pouvant exister entre la doctrine rigoureuse affirmée et le désir de s'appuyer sur les forces que représente la S.F.I.O. « Le nouveau parti socialiste ne se fera qu'à coups d'exigences idéologiques et politiques », a bien dit Mitterrand, mais les idéologies ne sont pas désincarnées ; il n'y a pas l'idéologie politique rigoureuse d'un côté, et puis de l'autre le soutien de forces sociales objectivement conservatrices. Ou alors, on retombe dans les pires errements de la social-démocratie. Certains conventionnels l'ont bien senti d'ailleurs, et l'ont dit à la tribune de Saint-Gratien, F. Mitterrand a essayé lui-même de s'en faire l'écho, mais il reste là une ambiguïté essentielle ; les conventionnels n'ont pas vraiment choisi.

Ils n'ont pas choisi non plus, ils n'ont pas choisi surtout à propos des « voies de passage au socialisme », alors pourtant qu'un texte portant ce titre leur était soumis, au nom d'une commission de la C.I.R., par Gisèle Halimi.

Ce texte sans doute n'était point parfait, mais il avait des mérites fort importants, eu égard à ce qu'a été la pratique de la Convention depuis sa création. Il précisait entre autres que « la voie parlementaire classique, dans un

régime bourgeois, dont le gaullisme n'est qu'une expression, ne peut plus être considérée comme valable pour instaurer le socialisme. Ainsi l'hypothèse selon laquelle, par cette voie, la gauche deviendrait majoritaire sur un programme électoral de social-démocratie, ne peut faire triompher le socialisme. » Et le même texte affirmait que des élections ne pourraient que parachever un flux populaire ascendant, marqué notamment par le déclenchement de mouvements sociaux et de grèves. Il faut croire que l'électoratisme est encore trop fort à la Convention (surtout en période pré-référendaire). Ce texte, sans qu'il y ait eu de discussion, a été repoussé par les assises, et le problème a été démocratiquement renvoyé... au groupe permanent de la C.I.R. (le bureau politique de la Convention s'étant lui-même divisé dans ce vote).

Ainsi, il est fort difficile de situer exactement la Convention. D'un côté, sa critique des pratiques S.F.I.O. a été sévère et unanime. Son choix pour un socialisme rigoureux a été tout aussi unanime. Sa volonté de fonder son combat sur un « prolétariat constitué de tous ceux qui sont producteurs de plus-value et ne sont pas propriétaires des moyens de production » a été clairement affirmée. Mais dès qu'il s'est agi de la pratique socialiste à mettre en œuvre concrètement, ce fut l'embarras, la division et finalement le refus — craindrait-on d'effrayer l'opinion en lui disant que des élections seules n'ouvrent pas la voie au socialisme ? Il faudra pourtant que la Convention choisisse son vrai visage d'ici au mois de mai. C'est en effet, sauf nouveau contre-ordre, pour les 9-11 mai, qu'est convoqué le Congrès constitutif du nouveau « parti socialiste »...

Quand le PCF fait l'unité

Le 25 mars dernier, une réunion P.S.U. animée par Marc Heurgon et André Barjonet se tenait à Vigneux (Essonne).

Est-ce le thème « la crise du capitalisme », est-ce le simple fait que le P.S.U. tienne une réunion, qui a indisposé les communistes du coin ? Toujours est-il que le PCF avait décidé de perturber la réunion.

Ces incidents, venant après ceux de Villeneuve-Saint-Georges tendent à montrer que le P.C.F. a décidé de s'opposer à la mesure de ses moyens, à la tenue de réunions publiques de notre parti.

Nous disons bien à la mesure de ses moyens. Ils sont grands, et nul ne l'ignore. Mais comme il s'agit de ballons d'essai, nous tenons à dire très tranquillement qu'ils ne se reproduiront pas longtemps. Simplement parce que nous savons que nous pouvons compter sur l'appui de la population, et puis aussi parce que nous saurons mieux nous organiser.

A Vigneux, nous avons vainement donné la parole aux perturbateurs. Faute d'arguments, ils ont préféré troubler la réunion.

C'est dommage, car nous espérons qu'ils auraient des choses à dire sur la crise du capitalisme, et que nous sommes pour la confrontation des points de vue et des analyses sur la situation en France, et les solutions socialistes à lui donner.

Apparemment, le P.C.F. souhaite un autre style de dialogue. Mais non, nous nous trompons. Il est évident qu'il s'agit là d'une « initiative locale » malheureuse. Les dirigeants d'une organisation responsable, ne manqueront pas d'y mettre bon ordre. Tout comme nous. En continuant nos meetings. □

Franco avec l'aide de qui ?

Apparemment, il est difficile d'être anti-franquiste en France, sans que la police espagnole ne le sache. Avec l'aide de qui ?

Les positions du P.S.U. sur le régime franquiste sont connues. Deux militants du P.S.U., Pierre Molino, maître de conférences à la Faculté de Sciences de Montpellier et Didier Lepêtre, étudiant, étaient particulièrement actifs dans la lutte pour la solidarité avec le peuple espagnol.

Apparemment c'était suffisant pour être signalé à la vindicte franquiste.

Arrêtés à la frontière, lors d'un voyage en Espagne, fouillés, mis au secret, ils seraient aujourd'hui transportés à Madrid.

Nous reposons la question, avec l'aide de qui ? Et doit-on comprendre que désormais un citoyen fran-

çais ne peut plus exprimer son opposition au régime franquiste, sans encourir les foudres des deux polices ? □

Toujours la presse

A la suite de la publication (« T.S. » du 6 février) d'un article intitulé « L'Autocratie et l'empirisme dans la presse de province », un camarade nous a écrit afin de relever un aspect du problème que notre collaborateur n'a pas abordé :

« La majorité des journalistes acceptent la situation de dépendance et finalement d'irresponsabilité qui est leur parce qu'ils sont, dans l'ensemble, assez correctement payés (dans les grands régionaux tout au moins). Non seulement leur silence, leur torpeur, leurs petites compromissions, leur autocensure sont achetées à prix d'or par les patrons, mais encore, ces mêmes patrons ont mis au point (le plus souvent avec le concours irréflecti des syndicats et des délégués du personnel) un système de primes, de « boni », de sorte que la profession est profondément divisée et ne se soucie guère de mener des actions communes.

« Et ce sont les rédacteurs qui arrondissent leurs mois, « chacun pour soi », avec des primes de photos, de croquis, de panier de nuit, etc., ou doublent et triplent leurs mensualités grâce à des tâches publicitaires. Je connais des S.E.P. (rédacteurs seuls en poste) qui ne sont pas du tout les « véritables parias de la profession » tels que tu les décris, et qui gagnent beaucoup plus que maints « mandarins », en assurant la publicité de leur poste. Situation invraisemblable, génératrice de conflits insolubles dont les patrons tirent tout le bénéfice.

« Ainsi se trouve-t-il des journalistes assez intéressés pour combattre le principe de l'application de la semaine de cinq jours et qui refusent en outre d'être secondés... de peur de partager le « gâteau » qu'ils sont seuls à croquer.

« Tant que le morcellement de fait du personnel journalistique des quotidiens de province (entre de multiples locales et postes) continuera d'être amplifié par des querelles d'intérêt il est évident que les journalistes ne pourront jamais constituer un front uni, seul capable de contester les positions réactionnaires du patronat. Aux syndicats de prendre leurs responsabilités, en refusant de se battre pour le maintien de privilèges catégoriels, en luttant pour qu'aboutissent les justes revendications collectives, en faisant échec aux manœuvres de division qui permettent aux mandarins de régner. Puissent tous nos camarades militant au sein des sections syndicales, sociétés de rédacteurs, etc., éclairer les problèmes de notre profession, aussi sous cet angle-là. » □

EDITIONS DU SEUIL

RÉFLEXIONS SUR L'AVENIR D'ISRAËL

PAR SAUL FRIEDLÄNDER

Israël peut-il survivre ?

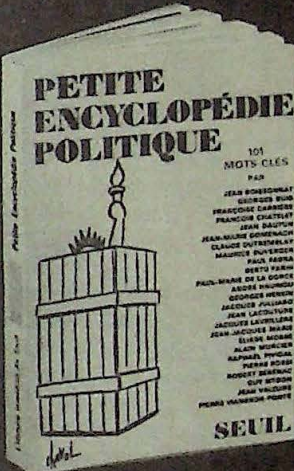
Collection "L'Histoire Immédiate" dirigée par Jean Lacouture
192 pages, 16 F



PETITE ENCYCLOPÉDIE POLITIQUE

Les mots-clés

Dessins de Chaval.
Collection "L'Histoire Immédiate" dirigée par Jean Lacouture
304 pages, 21 F

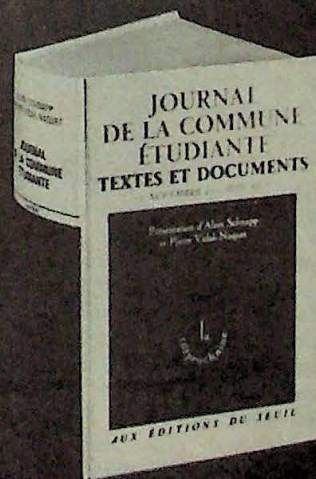


JOURNAL DE LA COMMUNE ÉTUDIANTE

PAR A. SCHNAPP ET P. VIDAL-NAQUET

La première synthèse historique

Coll. "Esprit" dirigée par J.-M. Domenach
880 pages, 50 F

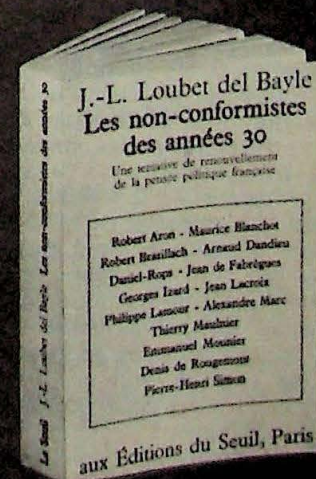


LES NON-CONFORMISTES DES ANNÉES 30

PAR J.-L. LOUBET DEL BAYLE

R. Aron, E. Borne, R. Brasillach, R. Buron, J. de Fabrègues, G. Izard, J. Lacroix, Ph. Lamour, Th. Maulnier, E. Mounier, P.H. Simon, etc...

496 pages, 30 F



Fiscalité et lutte de classes

Michel Breton

La fiscalité, aussi complexe que puisse être son analyse détaillée, n'est pas un problème technique : les caractéristiques d'un système fiscal sont représentatives d'un certain rapport de forces entre groupes sociaux.

Le projet de réforme de l'impôt sur le revenu (I.R.P.P.) montre bien sur quelles classes sociales le pouvoir actuel cherche à s'appuyer. Mais ce projet n'est qu'un des aspects de la politique fiscale gaulliste et de sa politique « sociale ». Un prochain dossier de la Commission économique présentera une analyse précise de la fiscalité française, cet article voudrait seulement en définir les orientations politiques.

De 1959 à 1968, la politique fiscale du régime est facile à résumer :

— réduction permanente des impôts sur le capital et en particulier des droits de succession ;

— amenuisement rapide des ressources procurées par l'impôt sur les sociétés (les spécialistes de la rue de Rivoli considèrent que deux types de sociétés seulement payent l'impôt, celles qui le veulent bien, celles qui sont cotées en bourse et sont obligées de verser des dividendes. Inutile de dire que cela n'en fait pas beaucoup) ;

— accroissement constant des impôts sur les ménages : I.R.P.P. et T.V.A. ;

— à l'intérieur de l'impôt sur le revenu, privilèges exorbitants accordés en 1965 aux revenus des actions et des capitaux.

Cette évolution, voulue par le V^e Plan, était socialement et politiquement très cohérente.

En revanche, les mesures fiscales prises à l'occasion des « événements » de mai-juin derniers étaient significatives de l'effacement du gouvernement et de l'incohérence de sa politique financière :

— avantage fiscaux aux entreprises (en particulier réduction fiscale pour investissement), mais accroissement de la pression fiscale sur les catégories sociales les plus favorisées (majoration exceptionnelle de l'I.R.P.P.) et projet de réforme de l'impôt sur les successions (réforme vidée de toute sa substance devant les protestations conjuguées des gaullistes, des centristes et des deux partis de la gauche traditionnelle) ;

— engagement pris à Grenelle par Pompidou d'alléger la charge fiscale des salariés par la réforme de l'I.R.P.P.

A l'évidence, tout ceci n'était pas homogène et les groupes sociaux qui ont appuyé le gaullisme en juin n'ont pas tardé à manifester leurs revendications et à imposer des mesures nettement plus conformes à leurs intérêts. Les pressions sur le franc de toute une partie du patronat et de la bourgeoisie, qui ont entraîné la crise monétaire en novembre, ont eu leurs effets très rapidement sur la politique économique et fiscale du gouvernement :

— suppression de la taxe de 5 % sur les salaires, soit un avantage de 8 milliards de francs actuels au profit des entreprises ;

— accroissement des taux de la T.V.A. c'est-à-dire de l'impôt payé par les consommateurs ;

— préparation d'une réforme de l'I.R.P.P. destinée non plus tellement à réduire la charge pesant sur les salariés, mais plutôt à alléger l'impôt payé par les non-salariés.

Le gouvernement présente sa réforme comme constituant un allègement important de l'impôt sur le revenu. Le problème est de savoir si cet allègement est réellement très sensible d'une part, et à qui il profite d'autre part.

La modification du barème va certes réduire momentanément le nombre des contribuables et la charge fiscale supportée par chacun, mais ses effets

Réduction d'impôt pour un salarié marié ayant trois enfants, par rapport à un	
Salaire net	
20.000 F	742 F
50.000 F	2.942 F
100.000 F	7.442 F

● L'aménagement du barème est nettement plus favorable pour les moyens et gros revenus que pour les petits revenus, pour lesquels les réductions sont presque nulles.

● Les avantages accordés aux non-salariés sont sans commune mesure avec ceux dont peuvent bénéficier les salariés.

Salariés : ● revenu annuel de 20.000 F	
— Impôt avant réforme ..	1.310 F
— Impôt après réforme ..	1.260 F
(soit une réduction de 3,6 %)	
● revenu annuel net de 48.000 F	
— Impôt avant réforme ..	8.110 F
— Impôt après réforme ..	6.610 F
(soit une réduction de 18 %)	

Ces chiffres sont parlants. Le même Chirac tenait cependant à préciser au Conseil économique et social que le coût de la réforme de 4 milliards et demi profiterait pour plus de 3 milliards aux seuls non-salariés.

Tout le rapport gouvernemental au Conseil économique est une justification pesante et malhonnête, parce que basée sur des chiffres inexacts, de cette différence de traitement accordée dans la réforme aux non-salariés par rapport aux salariés.

Il est vrai que, actuellement, pour un revenu fiscal identique les non-salariés payent plus d'impôt que les salariés, mais il est vrai aussi que l'Institut de la statistique et la Direction des impôts elle-même estiment que la fraude moyenne dans les professions commerciales et libérales est égale ou supérieure à 30 %. Lorsque les services des impôts vérifient la comptabilité des entreprises commerciales ou des sociétés, les redressements moyens de revenu imposable varient de 30 à 50 % pour les entreprises individuelles et de 15 à 100 % pour les sociétés, suivant la taille de l'entreprise.

Tout le débat actuel sur la réforme de l'impôt sur le revenu est faussé par

seront sans doute limités à une ou deux années, du fait de la progression nominale des revenus, face à un barème qui n'est pas indexé sur le coût de la vie.

A qui profite la réforme fiscale ?

Il n'y aura probablement pas de changement pour les familles, le gouvernement risquant de suivre les avis de la majorité réactionnaire du Conseil économique et social, et de maintenir le système actuel de quotient familial qui a pour effet d'avantager de manière exorbitante les revenus les plus élevés.

ménagement sans enfant ayant le même salaire :	
Réduction d'impôt	
	742 F
	2.942 F
	7.442 F

Dans son discours à la télévision, le 18 mars dernier, M. Chirac donnait des exemples chiffrés qu'il est intéressant de reprendre.

Pour un contribuable marié sans enfant dont le chiffre du revenu annuel resterait le même pendant les années prochaines, les effets de la réforme seraient les suivants :

Non-salariés :	
● revenu annuel net de 9.000 F	
— Impôt avant réforme ..	970 F
— Impôt après réforme ..	360 F
(soit une réduction de 66 %)	
● revenu annuel de 90.000 F	
— Impôt avant réforme ..	41.760 F
— Impôt après réforme ..	31.200 F
(soit une réduction de 25 %)	

le fait que les chiffres sur la fraude fiscale moyenne (il est évident que dans une profession où cette moyenne est de 30 %, il peut y avoir beaucoup de contribuables honnêtes qui ne fraudent pas, et sont alors défavorisés par rapport à ceux qui arrivent à un pourcentage de fraude beaucoup plus élevé que la moyenne) ne sont pas portés à la connaissance de l'opinion.

Le plus curieux est que le gouvernement qui cherche à retrouver la faveur des milieux de petits commerçants et artisans, fait une réforme qui leur est très favorable, mais est obligé pour la justifier de présenter des chiffres inexacts (excluant les problèmes posés par la fraude) qui font apparaître une prétendue sur-imposition des non-salariés, de sorte que ceux-ci durcissent leurs revendications et ne semblent pas du tout satisfaits des avantages accordés.

De ce fait, à l'approche du référendum, le gaullisme est obligé de prendre d'autres mesures pour donner satisfaction à toutes ces catégories sociales (bourgeoisie libérale, et « classe moyenne ») qui lui sont indispensables dans le climat social et politique actuel.

En plus des avantages fiscaux analysés plus haut, et du maintien pour les gros agriculteurs d'un régime de sous-imposition systématique, le gou-

vernement vient en effet de prendre un certain nombre de mesures qui vont grever le budget de l'Etat ou de la Sécurité sociale : prise en charge par l'Etat d'une partie du coût du régime d'assurance maladie obligatoire des commerçants et artisans et probablement également du régime vieillesse des travailleurs indépendants, hausse des honoraires des médecins spécialistes, accroissement des aides à l'agriculture, sans plan d'ensemble à l'égard des agriculteurs défavorisés des régions excentrées.

Toutes ces mesures ne sont pas injustifiées mais leur conjonction, la différence manifeste d'attitude du pouvoir à l'égard des travailleurs salariés et notamment ceux du secteur public, ont une signification politique précise.

Il s'agit certes de mesures électorales, mais aussi d'une tentative de regroupement de la droite par crainte de réactions de type poujadiste devant l'impuissance gouvernementale, par souci de ne pas laisser à Pompidou le monopole des déclarations démagogiques.

Depuis mai 1968, la nature de classe de l'Etat gaulliste se manifeste de plus en plus nettement. En fait, le gouvernement actuel est soumis à un chantage permanent des groupes de pressions patronaux et de certaines professions commerciales et libérales, chantage facilité par la tactique des candidats à la succession, par la situation du franc et la poursuite de la fuite des capitaux.

Devant la difficulté d'arbitrer entre ces revendications souvent contradictoires, le pouvoir se trouve obligé de mener une politique au coup par coup, au jour le jour, le chef de l'Etat est conduit à dramatiser le référendum et à recommencer son chantage au désordre.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la réforme fiscale, il est évident qu'il ne s'agit pas d'une réforme véritable, mais seulement de mesures conjoncturelles qui ne modifient en rien l'injustice du système fiscal français.

La seule réforme fiscale qui serait admissible pour les travailleurs supposerait que l'on réduise d'abord l'importance de la T.V.A. qui pèse de manière à peu près égale et proportionnelle sur tous les consommateurs quel que soit le niveau de leur revenu. Cette diminution de ressources serait compensée par trois réformes indispensables :

— la création d'un impôt général sur le capital, qui serait par ailleurs le seul moyen de réduire ou de supprimer les possibilités actuelles de fraude pour les droits de succession ou l'impôt sur le revenu ;

— le rétablissement d'une véritable imposition des sociétés, pas nécessairement plus lourde, mais en tout cas plus générale ;

— l'imposition du revenu réel de tous les contribuables, par une réforme de l'I.R.P.P., une réorganisation du contrôle fiscal et une publicité des revenus et de l'impôt.

Il est évident qu'une telle réforme ne peut même pas être envisagée par le régime gaulliste, elle serait en effet en opposition absolue avec les intérêts immédiats des classes sociales qui lui permettent de se maintenir au pouvoir. □

Violence quotidienne et répression brutale

Gérard Lemahieu

Dans la construction de machines agricoles, l'usine de Marquette (Nord) du trust Massey-Ferguson a été pendant la quinzaine dernière un des points chauds de la lutte des classes. Face à des travailleurs qui savent ce qu'est le courage dans la lutte ouvrière, se dresse un patronat puissant qui ne manque pas une occasion de recourir à la diffamation, aux manœuvres les plus basses et à la répression brutale.

Qu'on en juge. Le lundi 10 mars, les ouvriers se réunissent sur le lieu de travail pour établir un cahier de revendications dans le cadre de la grève nationale du lendemain. On remarque beaucoup d'ouvriers spécialisés, un certain nombre de professionnels et peu de mensuels.

En 15 jours, trois mutilés

Dans les quinze jours qui ont précédé cette réunion, trois ouvriers ont été mutilés au travail. Parmi eux, un jeune de 24 ans s'est fait couper quatre doigts de la main droite : la direction crée une insécurité de salaires qui provoque chez les ouvriers « aux pièces » une tension nerveuse permanente.

Le patronat anglo-saxon de ce trust canadien sait ce que « stimulant matériel » veut dire. Au-delà d'un certain nombre de pièces produites à l'heure, les dernières sont payées moins cher. Un patron impose cette « dégressivité » quand il prétend demander une certaine qualité.

Dans d'autres entreprises où l'on veut « forcer » sur la quantité, on paie plus cher les pièces supplémentaires. Une politique de la qualité exigerait que l'on interdise de travailler au-delà d'un certain rythme et que l'on garantisse un salaire décent. Or, l'O.S.2 travaillant aux pièces gagne en moyenne 916 francs par mois. Mais il gagne souvent moins. On l'appelle fréquemment à changer de poste et à travailler sur une machine qu'il ne connaît pas. Son rendement s'en ressent et il s'expose à des dangers. En outre, la direction « réétudie » périodiquement les temps de travail pour faire augmenter le rendement sans augmenter le salaire. Parfois, même celui-ci diminue.

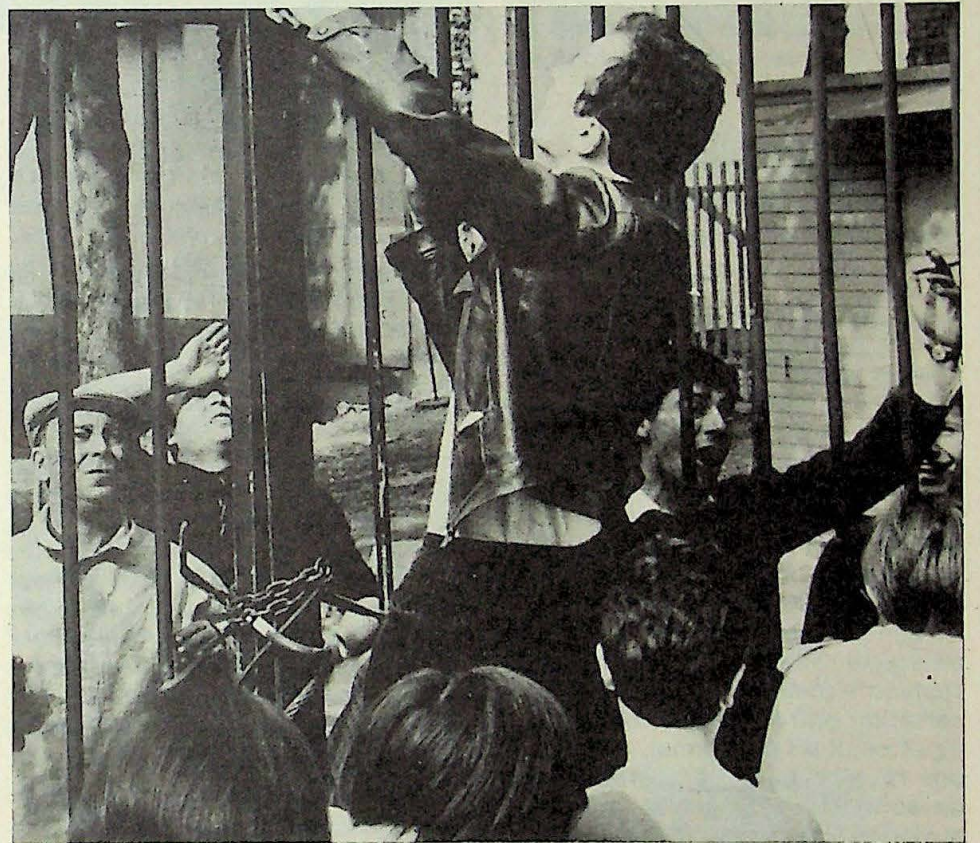
Dans ces conditions, on comprend que la dégressivité ne favorise pas la qualité, mais n'est étudiée qu'en fonction du profit patronal.

Ce lundi donc, l'assemblée adopte un cahier de revendications sur lequel les syndiqués de la C.G.T. et ceux de la C.F.D.T. se sont mis d'accord. On réclame une augmentation de 150 francs par mois pour le manœuvre comme pour le directeur, un minimum garanti de 850 francs par mois, l'incorporation dans le salaire des primes « anti-grèves » et la suppression de la dégressivité. En matière de droit syndical, d'emploi et d'œuvres sociales, on revendique entre autres deux heures par mois d'informa-

tion syndicale sur les lieux de travail, la formation professionnelle et le recyclage à la charge de l'entreprise, etc.

En cortège dans les ateliers

Le jour de la grève, l'usine ne tourne pas. Les délégués rencontrent la direction. Celle-ci ne lâche que des miettes : une garantie en cas de maladie pour les O.S. ayant plus de 25 ans d'ancienneté (il n'y en a que 32 !), 2 % d'augmentation au 1^{er} mars et une promesse d'accord sur une heure



Collombert

d'information payée sur les lieux de travail, mais considérée comme une diminution de l'horaire sans perte de salaire.

Avec la demande d'augmentation à « parts égales » de 150 francs par mois, les travailleurs de Massey remettent en cause la hiérarchie des augmentations. Depuis le 26 février, les syndiqués de la C.F.D.T. ont fait une campagne montrant qu'une augmentation de 5 % par an rapporte 375 francs au manœuvre et 5.500 francs au directeur. Répartie à « parts égales » la même augmentation de 5 % sur la masse salariale ferait progresser de 700 F tous les revenus annuels.

Cette campagne a suscité une adhésion enthousiaste de la base, mais la revendication se heurtera à un « niet » (ou plutôt à un « no ») patronal. Comme on le ver-

ra, la direction s'en servira pour dresser les cadres contre les ouvriers.

Le mercredi à 9 heures, la colère éclate chez 400 ouvriers de l'équipe du matin (en majorité des O.S.) quand ils apprennent les résultats au cours d'une réunion qui se tient à la cantine. Deux délégués, l'un de la C.G.T., l'autre de la C.F.D.T., prennent tour à tour la parole.

« Deux formes d'action sont possibles : ou l'on reprend le travail à 11 heures...

— Non ! non ! les exclamations fusent dans toute la salle.

— ... Dans ce cas, on débraye deux heures ; pendant une heure, on défile dans les ateliers et on redemande des discussions à la direction. Ou alors, on arrête toute la journée. »

Les deux propositions sont mises aux voix. Trente mains s'élèvent pour la première et toutes les autres choisissent la grève d'une journée. On maintient le défilé à travers les ateliers. Au passage, quelques « jaunes » se feront mettre au pas avec la rudesse qui s'impose en pareil cas.

Pour la seule équipe du matin, 700 personnes cessent le travail. L'usine de la banlieue lilloise compte 2.300 salariés dont 521 cadres, T.A.M. et autres mensuels. Sur les 1.805 ouvriers, 1.204 sont liés à la production. Si l'on tient compte des 300 fondeurs qui sont restés au travail pour ne pas gaspiller le métal fondu, on voit ce que vaut l'accusation de la direction qui a prétendu que la grève était lancée par une minorité.

Après le défilé, on décide de porter les revendications à M. Simon, le directeur de l'usine et non au directeur du personnel. Au moment de former la délégation, des manifestants crient : « Allons-y tous ensemble ! » et la foule de scander « tous ensemble ! tous ensemble ! ».

Des salopettes dans les locaux directoriaux...

Ils sont 300 à s'entasser dans le hall de la direction où sont exposées dans des vitrines des maquettes d'établissements et des coupes gagnées par les équipes sportives. Et on se pousse... et il fait chaud... Les délégués demandent une entrevue par l'intermédiaire de la secrétaire. Réponse : « Non ! ». Le directeur du personnel et son secrétaire traversent la foule sans difficulté. Les délégués réitèrent leur demande de réunion immédiate. Après une concertation entre le directeur de l'usine et celui du personnel, on promet une réunion pour 14 heures. « Tout de suite ! tout de suite » crient les ouvriers. Rien n'y fait. Mis hors d'eux par la chaleur et l'attente interminable, les manifestants enfoncent la porte de la salle de réunion contiguë au bureau du directeur. O sacrilège ! voici ces hommes en salopette qui occupent le saint des saints, réservé à ceux qui détiennent les pouvoirs de décision. Plusieurs martèlent la porte du directeur en scandant : « Simon, des sous ! ». Mais faute de place la plupart restent assis dans les escaliers ou sur le palier.

On sort les paquets de cigarettes, on discute. Certains jouent aux cartes sur les marches de l'escalier.

Midi approche. Un à un, les manifestants se retirent. Il en reste une soixantaine vers 13 h 20. Tous décident alors de se retirer et d'attendre l'entrevue de 14 heures. A ce moment, la direction fait appel à une soixantaine de cadres et d'agents de maîtrise pour « protéger les bureaux ».



Collombert

La réunion de 14 heures n'apportera rien. « Des événements graves se sont produits... Je n'ai rien à ajouter à ce qui a été dit mardi », le directeur restera sur cette position.

C'est au tour de l'équipe de l'après-midi d'apprendre les nouvelles dans une assemblée qui se tient au réfectoire. Les O.S.2 se mettent en grève tout l'après-midi. Seuls, quelques-uns travaillent.

Jeudi, une nouvelle assemblée générale doit décider des formes d'action. Sur 510 votants, 62 % choisissent une action tous les jours, 38 % préférant une journée complète par semaine. Les 62 % se décomposent ainsi : 38 % pour une à deux heures par jours et 16 % pour la grève illimitée. On a donc débrayé deux heures avant de reprendre le travail.

Vendredi à 9 heures, le débrayage s'accompagne d'un défilé jusqu'à la mairie de Marquette.

22 ouvriers licenciés 7 délégués « à pied »

La riposte patronale tombe à 13 h 30. 22 ouvriers sont convoqués par la maîtrise dans les différents ateliers. On leur remet une lettre qui les déclare licenciés sans préavis ni indemnité et sans préjuger des poursuites judiciaires. En outre 7 délégués sont mis à pied (5 de la C.G.T. et 2 de la C.F.D.T.). Pour six d'entre eux, cette mise à pied s'accompagne d'une demande de licenciement. Seul un délégué de la C.G.T. peut revenir au bout de 8 jours.

L'équipe de l'après-midi se réunit. La direction a mis en place des commandos de cadres : la C.G.C. marche à fond dans la défense de la direction. La majorité des ouvriers de l'équipe de l'après-midi se rallient à la position sui-

vante : « Refusons de céder à la provocation. La direction n'attend qu'une nouvelle manifestation. Gagnons la bataille de l'opinion publique ». Aussi les ouvriers défilent-ils dans les rues d'une ville voisine, Saint-André.

Une délégation se rendra à la préfecture du Nord où un fonctionnaire subalterne enregistrera la protestation syndicale.

Lundi, 90 % des O.S. se mettent en grève pour toute la journée. Les fondeurs n'alimentent pas leur cubulot. Des professionnels et des ouvriers d'entretien se joignent à leurs camarades de la production. Les grévistes font distribuer 25.000 tracts dans la banlieue lilloise et 2.000 dans le Beauvaisis où se trouve une autre usine du même trust. A la réunion paritaire qui se tient à 10 heures à l'inspection divisionnaire du travail, la direction maintient sa position mais dit qu'elle « réfléchirait ». Le mardi l'équipe du matin et celle du soir observent chacune un débrayage.

Le mercredi, nouvelle réunion paritaire. L'inspecteur du travail lui-même demande la levée des sanctions. La direction promet une réponse définitive pour le lendemain.

Et voici la réponse : les 22 licenciements sont maintenus. Les mises à pied des délégués sont prolongées jusqu'au lundi suivant pour deux d'entre eux et jusqu'à mercredi pour les cinq autres. La direction demandera le licenciement d'un délégué C.G.T., M. Auguste Parent.

Massey veut la « peau » d'un délégué

Ce n'est pas la première fois que la direction de Massey « veut la peau » d'Auguste Parent. En janvier 1957 cet homme réputé pour ne boire que des boissons

non alcoolisées était tombé malade et a vomi dans la salle des délégués. En prétendant qu'il était ivre (il a été prouvé que c'était faux), la direction l'a mis à pied et a demandé son licenciement. Seule une cascade de débrayages, de manifestations et de pétitions l'ont fait reculer.

C'est qu'Auguste Parent est le symbole du mensuel qui s'est rangé du côté des ouvriers. Or, le patronat de Massey exerce toutes les manœuvres et les pressions possibles pour dresser les mensuels en général et les cadres en particulier contre les ouvriers. Avec la C.G.C., elle a fort bien réussi.

Face à cette déclaration de guerre, une grève de 24 heures a éclaté vendredi. Elle a été plus suivie encore que celle de lundi et les grévistes se sont employés à alerter l'opinion.

A l'heure où nous mettons sous presse, nous ignorons où en seront les développements de la lutte quand paraîtra « T.S. ». Pour nous, il n'y a aucune proportion entre l'agression permanente que subissent les ouvriers par le système des salaires, les cadences éprouvantes et les accidents de travail et les réactions de légitime défense. Malmener des « jaunes », enfoncer une porte, mettre des cigarettes sur un revêtement de sol, bousculer une table et une corbeille à papier, mais qu'est-ce à côté de ce que méritent les tenants du système capitaliste depuis le temps qu'ils exercent une violence quotidienne sur les travailleurs ? Que dire alors de la répression sauvage qui s'est abattue sur eux ?

Mais les travailleurs de Massey n'ont pas besoin que de belles paroles. Ils ont besoin du soutien actif de toutes les forces qui luttent contre le capitalisme : leur patronat ne reculera que devant un puissant courant. □

Printemps 69

Jacques Ferlus

Chaque année avec le retour du printemps les conflits sociaux renaissent. Mais la « cuvée 69 » paraît plus abondante que les précédentes. En effet, depuis la grève du 11 mars, chaque journée a vu éclater ou durer un conflit.

Tout va de travers dans le secteur nationalisé où, au moment de la suspension des grèves à la S.N.C.F., l'E.D.F. se lance dans la bataille, alors que les P.T.T. continuent un mouvement en escalade encore peu perceptible, mais qui évolue sûrement. L'Etat-patron n'est pas à la fête et il l'a bien cherché.

Dans le secteur privé la situation n'est pas meilleure. De Sochaux à Donges, du Nord à l'Aquitaine, dans toutes les branches, les salariés décrètent des grèves qui durent plusieurs jours. Les confédérations ouvrières ont du mal à suivre toutes ces attaques en pointes d'épingles. D'un autre côté, elles se réjouissent de la spontanéité des travailleurs qui décident d'agir.

La branche la plus touchée est la métallurgie. Les conflits y sont nombreux, ils durent et sont sévères. Là les organisations syndicales ont leurs troupes bien en main et paraissent décidées à étendre l'action.

Les compagnies de vigilance

Même s'ils se disent prêts à négocier avec les représentants des salariés, les patrons n'entendent pas moins rester les maîtres chez eux. Lorsqu'un conflit éclate ils mettent plus d'empressement à trouver le moyen de sévir plutôt que de rechercher celui de discuter.

La direction de la S.N.C.F. s'est complètement ridiculisée, particulièrement aux yeux de ceux qui attendaient un train, par ses préalables à la rencontre avec les syndicats. Depuis mai, un patron intelligent devrait savoir qu'on ne peut plus exiger la reprise du travail avant les discussions.

Le lock-out n'a jamais été autant utilisé que ces dernières semaines. Les exemples de Sochaux et de Donges, présentés dans le dernier numéro de « T.S. », en sont

une illustration, mais il en existe beaucoup d'autres.

Remarquables aussi les embuscades que la direction de Renault a fait tendre à ses travailleurs, en rase campagne, par les forces de police.

La répression vient d'ailleurs d'adopter une « exclusivité Nanterre » pour en faire une nouveauté Hachette. Pour déloger les grévistes d'un de ses dépôts, Hachette a fait intervenir une « compagnie de vigilance » qui, dans les locaux de travail a tapé et tapé dur, sur les grévistes. On ne sait si ces « intérimaires musclés » appartiennent à M. Marcellin, mais des témoins affirment qu'ils sont arrivés dans des cars de police.

De toute manière Hachette a perdu. L'intervention de la « compagnie de vigilance » a rallié 60 % du personnel à la grève, alors que jusque-là, elle n'était suivie que par une minorité. La direction ne savait pas que la plupart des travailleurs respectent ceux qui ont le courage de déclencher une grève. S'attaquer directement à eux, c'est toujours leur rallier les autres. La solidarité ouvrière, c'est ça !

Ceux qui ont compris

Comme pour l'Université, il faut attendre du gouvernement qu'il affirme que cette agitation est l'œuvre de quelques excités qui veulent conduire le pays, d'abord à la ruine, puis à l'anarchie.

Ce que ne dit pas le pouvoir c'est que même dans les petites entreprises, les salariés prennent de plus en plus conscience de leur force. La loi sur le droit syndical, malgré ses faiblesses, est une erreur du pouvoir dont les travailleurs se servent pour le combattre. Les syndicats fantoches ne s'implantent pas davantage, alors que chaque jour naissent des sections C.G.T., C.F.D.T. et F.O.

Malgré ce, tous les travailleurs ne sont pas encore prêts à rejoindre le syndicalisme. Actuellement il semble même qu'un important clivage s'opère, chacun est obligé de se démarquer. Le temps des positions mitigées sur le syndicalisme est révolu. Il faut être pour ou contre. Et quand on est pour on ne peut être qu'avec. Car, comme le dit joliment un militant de base : « Il y a ceux qui ont com-



Collombert

pris et les c... ! ». Le camp de ceux qui ont compris ne cesse d'augmenter, mais ce n'est que le 27 avril que nous aurons des chiffres.

A la recherche de solutions

La situation sociale est tendue. Les conditions sont réunies pour qu'une crise, suivie d'un conflit généralisé, éclate. C'est malgré tout peu vraisemblable. Les travailleurs hésitent, ils se sentent isolés et d'une certaine manière incompris. Ils savent que leur lutte ne peut aboutir qu'avec un véritable relais politique. Mais qui peut assumer cette responsabilité ?

Les propos du général sur le référendum ne les intéressent pas, ne les concernent pas. Ils attendent qu'on leur dise vers quoi peut mener leur combat, tout ce qu'il peut permettre.

Il est temps de leur proposer des solutions. Répondre que cette solution c'est le socialisme ne suffit pas. En termes clairs et dans un langage concret il faut leur montrer le visage du socialisme qui leur est proposé. Tant qu'il n'y aura pas cela, les syndicalistes continueront à se battre sur des revendications catégorielles et immédiates. Car ainsi ils peuvent pouvoir être mieux compris de la masse des travailleurs. Et ils peuvent aussi faire échec au patronat et au gaullisme. De ce qui se passera après, le mouvement socialiste est responsable. □

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

commente l'actualité politique, sociale, économique et culturelle.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

établit un dossier sur une question importante de l'heure.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

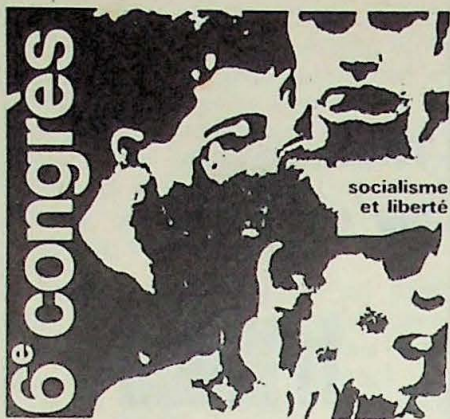
développe les thèmes d'action du courant socialiste.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir
de 80 F

C.C.P. 58 26 65



Pour le contrôle ouvrier par l'action de masse

Le P.S.U., au cours du mois de mai, alors que 10 millions de travailleurs étaient en grève et occupaient les usines, a lancé le mot d'ordre de POUVOIR OUVRIER pour prendre la place du pouvoir patronal absent des entreprises.

Ce mot d'ordre s'inscrivait dans la stratégie générale de la prise du pouvoir central avec comme objectif la mise en place d'un régime de transition vers le socialisme. Dans ce contexte, et dans la montée révolutionnaire, une prise en charge par les travailleurs de la production, sous forme d'autogestion, représentait un élément décisif de la chute du régime capitaliste.

Actuellement la hiérarchie patronale est de nouveau en place et l'État capitaliste remis sur pied.

L'objectif dans notre contexte actuel est de préparer la prochaine confrontation avec le capital et de créer dès maintenant les conditions favorables à ces affrontements.

Mais le pouvoir ne se partage pas, il n'y a aucune voie possible pour le socialisme dans la cogestion ou la « participation ».

C'est pourquoi nous avons à agir pour aggraver les contradictions de l'adversaire, dans le contexte de la lutte de classes, pour parvenir à un affrontement décisif avec le capitalisme.

Compte tenu de cette analyse, le P.S.U. propose à tous les travailleurs de se battre dès maintenant pour IMPOSER un contrôle ouvrier contestant radicalement le pouvoir absolu du patronat et de l'État.

Ce contrôle doit être l'arme des travailleurs pour agir et remettre en cause les choix et décisions patronaux et il doit être aussi une forme de démocratie à l'intérieur de la classe ouvrière dans l'entreprise.

Le P.S.U. appelle les salariés à se mobiliser pour imposer un contrôle ouvrier s'opposant totalement aux tentatives d'intégration faites par le capital et qui permet de s'attaquer directement à leur condition propre de vie et de travail dans l'entreprise.

Ce contrôle peut s'exercer entre autres sur les points suivants :

- contrôle du droit au travail ;
- contrôle des conditions de travail ;
- contrôle sur la formation professionnelle et le recyclage.

Contrôle du droit au travail

Que ce soit pour l'embauche, que ce soit pour les licenciements, les critères et les raisons retenus pour accepter ou rejeter un travailleur restent strictement confidentiels et du domaine du pouvoir discrétionnaire du patronat.

Nous proposons :

- de rendre publiques les listes d'embauche ; publication des organigrammes ;

- de donner aux travailleurs le droit de faire appel aux décisions prises à son égard auprès d'une commission élue par les salariés et fonctionnant dans la localité ou le département ;

- d'arracher le droit pour les délégués au comité d'entreprise de connaître les carnets de commandes, les livres de comptes, les orientations techniques à court et à long terme de l'entreprise, pour parer aux licenciements et préparer la bataille à l'avance ;

- d'obtenir le contrôle et l'information, en particulier sur les concentrations d'entreprises, pour préparer les actions communes entre les travailleurs des différentes filiales, nationales ou internationales.

Contrôle sur les conditions de travail

C'est pendant son activité dans l'entreprise que le travailleur subit l'aliénation fondamentale. Toutes les tentatives pour donner le change et faire dévier cette prise de conscience vers une évasion (loisirs, vacances, etc.) sont en fait les méthodes de la bourgeoisie pour maintenir la classe ouvrière sous sa domination permanente.

- Les décisions patronales concernant le règlement intérieur, les cadences, les conditions sanitaires, la durée et le rythme du travail, la constitution des équipes sont à contester par les travailleurs en instaurant un contrôle sur l'ensemble de ces décisions, par le comité d'établissement dans un certain nombre de cas, mais surtout par l'action de masse ;

- il faut imposer une échelle mobile des heures de travail par laquelle, sous le contrôle des travailleurs, les progrès de la productivité entraîneront une diminution de la durée du travail ;

- pour les petites entreprises, l'exploitation des travailleurs est encore plus intense. C'est, comme le propose

le P.S.U., en garantissant les droits syndicaux par une modification de la loi, en créant des comités d'entreprises et autres comités de contrôle sur la base locale (regroupant plusieurs petites usines) que l'on pourra mobiliser cette portion importante de la classe ouvrière ;

- le contrôle doit être aussi élargi au niveau des régions, des branches et des concentrations industrielles ;

- ce contrôle à tous les niveaux est nécessaire pour le combat des travailleurs pour obtenir le droit d'information sur la programmation des entreprises.

Contrôle sur la formation professionnelle et le recyclage

A l'exemple de ce qui a été arraché dans certaines usines et établissements publics, le contrôle sur la formation professionnelle et le recyclage est un moyen important de combattre le patronat.

- C'est le droit pour le délégué ouvrier élu d'intervenir sur l'acceptation d'un essai, sur les promotions dans le cadre de la profession et sur le fonctionnement permanent des centres F.P.A. (conditions d'entrée, choix du métier, etc.).

A côté de ces trois lignes d'application du contrôle ouvrier, bien d'autres possibilités d'interventions existent (par exemple, publication de salaires, contrôle sur les prix, etc.).

Le P.S.U. engage ses militants des sections et groupes d'entreprises à continuer l'explication aux travailleurs et à l'opinion publique sur la base des situations précises, et à appuyer les actions de masse pour imposer le contrôle ouvrier mettant en cause les décisions prises par le patronat et l'État.

Le rôle et le contenu politique des stratégies syndicales

Les pourparlers de Grenelle avaient apporté aux travailleurs une augmentation des salaires de 12 %, c'est-à-dire 6 % de plus qu'en moyenne. De ces 6 %, un an après, il ne reste plus rien. En revanche les bénéfices des entreprises sont spectaculaires : le capitalisme français a récupéré les concessions de Grenelle mais par là même il a aiguisé ses contradictions internes.

Pourquoi ? Comment ?

Le gouvernement envisageait d'éponger les augmentations de salaires sans toucher aux bénéfices par un accroissement de la productivité. Ce projet, il a été incapable de l'appliquer à cause des structures mêmes de l'économie française.

En effet, les grandes entreprises modernes ont profité doublement de la conjoncture : d'une part par une croissance de la productivité plus forte qu'à l'accoutumée due aussi bien à l'accélération des cadences qu'à un meilleur emploi des capacités de production, d'autre part en bénéficiant de l'augmentation générale des prix.

Celle-ci est due à l'incapacité des petites et moyennes entreprises d'absorber les augmentations de salaires. Mais comme elles forment une part importante de la clientèle électorale du gaullisme, le gouvernement les a arrosées de ses libéralités et les a autorisées à augmenter leurs prix.

Par enchaînement, le secteur de distribution s'est aligné sur les P.M.E. ce qui a amplifié la hausse des prix.

En novembre, le gouvernement, menacé par ailleurs par la crise monétaire internationale, s'est avéré incapable de contrôler le système autrement qu'en lançant un nouveau plan de stabilisation : par des compressions budgétaires, des restrictions de crédit et des hausses de tarifs publics il a donné un coup d'arrêt à la demande déjà fortement entamée par la flambée des prix. Ainsi, en trois mois, on est passé du mythe de l'expansion à celui de la sauvegarde du franc.

A Tilsitt, obligés de défendre à la fois la monnaie et le profit, gouvernement et patronat n'ont pas cédé aux exigences des travailleurs. Une fois de plus le système dominant fait supporter ses propres contradictions à la classe ouvrière.

L'expansion est brisée pour longtemps. La production va être freinée. La vague de chômage s'étendra aux victimes habituelles : les travailleurs étrangers — déjà sans défense devant les discriminations de toutes sortes

— et les jeunes, arrivés en fin de scolarité, qui seront 150.000 de plus cette année.

Dans un tel contexte, face au patronat, s'annoncera donc une stratégie des syndicats ; et il appartient au P.S.U., non de se substituer aux organisations syndicales pour défendre les intérêts des travailleurs, mais d'expliquer en termes politiques la situation économique des mois qui viennent et les implications à plus long terme des

revendications et modes d'actions et surtout de tracer les perspectives globales de la transformation radicale de notre société.

L'échelle mobile

Il apparaît d'après l'analyse précédente que les avantages purement salariaux sont inmanquablement repris par le patronat s'ils ne sont pas assortis d'une procédure de garantie du pouvoir d'achat. Une solution avancée est la revendication de l'échelle mobile.

Cette procédure consiste à faire réajuster automatiquement les salaires en fonction de l'augmentation du coût de la vie. Il s'agit donc :

a) de déterminer les salaires réels (afin que ne soient pas réajustés seulement les salaires conventionnels) ;

b) d'évaluer l'importance de la hausse des prix, pour déterminer le pourcentage d'augmentation qui sera appliqué aux salaires réels.

L'examen de cette procédure amène à en définir les avantages et les inconvénients, tant sur le plan matériel (est-elle efficace ?) que sur le plan politique (est-elle souhaitable ?).

Dans cette optique, le danger de l'échelle mobile est triple :

— Sur le plan de l'efficacité, aucune procédure ne semble satisfaisante si les travailleurs ne sont pas en mesure de contrôler la façon dont la hausse des prix est calculée :

• détermination de la méthode : établissement de budgets types, rôle des indices, etc. ;

• contrôle des faits, détection des indices trafiqués, des articles subventionnés par le gouvernement, etc.

— la procédure du contrôle du pouvoir d'achat doit signifier le contrôle des prix à tous les niveaux :

• contrôle des prix à la consommation (budgets types) ;

• contrôle des prix industriels au niveau inter-entreprises ;

• contrôle des taux de productivité (c'est-à-dire de l'amélioration des coûts de revient),

et déterminer les revendications à partir de ces armes économiques dans le cadre de l'échelle mobile.

L'échelle mobile alors, et alors seulement, devient une arme politique et un révélateur supplémentaire des contradictions du système capitaliste.

— Sur le plan de la politique syndicale, deux reproches graves sont faits à cette solution :

• elle fige les revenus en tant que pouvoir d'achat et notamment la hiérarchisation des salaires ;

L'institutionnalisation de l'échelle mobile, en imposant à la lutte pour les salaires un lourd carcan juridique établi pour l'ensemble des salariés, risque de freiner la lutte des travailleurs des secteurs les plus développés et les plus prospères de l'industrie, et de servir de prétexte au grand capital monopoliste et à l'Etat pour refuser aux travailleurs des grandes entreprises modernes placés en général dans un rapport de forces favorable, les augmentations de salaires qu'ils sont en mesure d'arracher, et de les aligner sur celles des secteurs les moins déve-

loppés. Par là même, il entrave le développement des luttes ouvrières qui partent, la plupart du temps, de ces grandes entreprises modernes.

En revanche, les travailleurs des secteurs marginaux ou en difficulté, s'ils obtiennent des garanties légales et formelles sur le plan des salaires, ne sont pas pour autant protégés contre l'intensification de l'exploitation, ni contre les menaces de licenciement que le patronat de ces entreprises utiliserait comme palliatif à l'application de l'échelle mobile.

• Le plus gros risque est qu'elle semble aider l'intégration des syndicats dans le système actuel, en interdisant pratiquement aux salariés de contester les augmentations et de se battre pour leurs salaires puisque à la limite ils seraient — comme en Suède

— désavoués par leurs syndicats qui ont d'avance accepté cette procédure.

En revanche, les avantages de l'échelle mobile sont évidents :

— éviter le perpétuel décalage entre salaires et prix et du même coup l'essoufflement des syndicats polarisés dans une lutte permanente pour le rattrapage des salaires.

En réalité, il semble qu'on puisse éviter les risques d'intégration et de fixation de la situation salariale actuelle en utilisant au contraire la disponibilité des syndicats pour lutter pour l'augmentation du pouvoir d'achat et pour tous les autres objectifs salariaux ou non et le risque d'être bloqués par des accords formels en faisant jouer le contrôle des travailleurs eux-mêmes sur la totalité de la procédure d'application, contrôle qui tiendra compte notamment de la revalorisation du niveau de vie (actualisation des besoins).

En résumé, l'échelle mobile est, sur le plan des revendications salariales, une procédure qui peut être demandée dans la mesure où elle sera associée à un contrôle rigoureux des travailleurs qui peut être l'occasion d'instaurer le premier degré du contrôle ouvrier. Elle est une revendication politiquement juste dans le contexte transitoire actuel (surtout si elle est sensible et appliquée très vite). Mais elle n'a un sens que si la bataille se mène à la base, après une explication patiente de son rôle politique et de son rôle défensif, après les acquis du mouvement de mai.

La lutte pour les libertés syndicales et de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise

Est en fait un des objectifs de la lutte politique d'ensemble pour la transformation socialiste de la société.

La loi sur l'extension des droits syndicaux, si elle constitue un progrès par rapport aux situations d'un certain nombre d'entreprises, est en régression par rapport aux acquis de mai dans d'autres entreprises. En réalité, le problème reste le rapport de forces à la base et la lutte pour la liberté de réunions des travailleurs pendant les heures de travail, pour la libre circulation dans l'entreprise de l'information des travailleurs.

Ce que nous constatons aujourd'hui :

— dans quelques entreprises, les libertés syndicales sont admises avec :

• la reconnaissance de la section syndicale,



A.F.P.

• la protection des délégués syndicaux,

• la liberté de collectage des cotisations, de réunions et de diffusion de la presse à l'intérieur de l'entreprise,

— dans beaucoup d'autres on continue à traquer les militants syndicaux.

En réalité, les libertés syndicales se prennent et ne se mentent pas

En fonction des rapports de forces :

— les droits déjà existants ne sont pas appliqués dans de larges secteurs où les travailleurs sont inorganisés et où il n'existe pas de rapports de forces en leur faveur pour les imposer au patronat. Il en sera de même pour toute nouvelle conquête dans ce domaine ;

— les travailleurs ont besoin de l'amélioration et de l'extension des droits syndicaux pour établir le rapport de forces en leur faveur ;

— là où le rapport de forces est favorable, ils dépassent dans les faits ce qui existe formellement.

Le renforcement des organisations syndicales est et reste la seule possibilité qu'ont les travailleurs de se trouver en position de force face au pouvoir patronal.

Or, actuellement, le pouvoir et le patronat, en même temps qu'ils ont dû faire des concessions importantes sous la pression des luttes récentes, développent une offensive anti-syndicale :

— répression au niveau des entreprises ;

— tentative d'intégration ou de désyndicalisation dans le cadre de la vaste opération « participation » ; détournement de la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise, création de syndicats gaullistes dit apolitiques, de syndicats-maisons.

Contre les tentatives d'intégration, il est clair que l'extension des droits syndicaux reste liée au développement et à l'élévation du niveau des luttes des travailleurs, que les organisations syndicales, rejetant toute forme de collaboration de classes, sont solidaires des autres forces anticapitalistes (c'est notre conception du Front socialiste).

Contre la répression dans les entreprises, la conquête des protections et de libertés accrues est un point essentiel de la lutte des travailleurs sur le plan syndical comme sur le plan politique. C'est pour le P.S.U. un des thèmes importants de mobilisation des forces populaires.

— Il s'inscrit comme prioritaire dans le cadre de la propagande et de l'action du Parti.

— Il est un point qui conditionne les alliances avec les autres forces anticapitalistes.

La hiérarchie des salaires

Le risque d'exagération de la hiérarchie des salaires par l'application de l'échelle mobile n'a pas échappé aux camarades délégués aux journées entreprises.

La remise en cause de cette hiérarchie doit être une bataille politique pour les sections et groupes d'entreprises — en particulier une action sur la seule augmentation des bas salaires est insuffisante. Pour nous, la grille salariale est à remanier totalement, en tout cas elle n'est ni juste ni immuable.

Car, derrière cette hiérarchie, se reflète toute une conception du pouvoir qui aggrave les disparités entre les différents secteurs d'activité (agriculture, industrie, petits retraités, etc.) du rôle des cadres comme exécutant du patronat, d'une confusion grave entre la hiérarchie du pouvoir et les autorités dans la gestion.

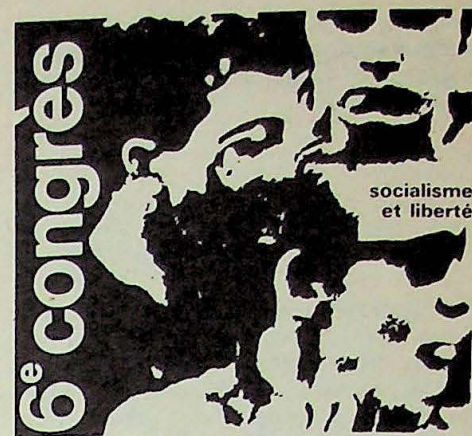
Ainsi définie comme un instrument de combat dès maintenant contre la vision technique et sociale du travail imposé par le capital, la remise en cause de la hiérarchie des salaires est un combat politique entrant dans la stratégie socialiste.

— Sur ces trois points : **Echelle mobile des salaires, Libertés syndicales, Remise en cause de la hiérarchie des salaires**, les sections et groupes d'entreprises du P.S.U. prennent acte de la stratégie syndicale et se proposent d'en donner les explications et les prolongements politiques.

Ces trois revendications entrent dans la lutte anticapitaliste et permettent d'aggraver les contradictions internes du patronat et de l'Etat. Par là même elles favorisent la préparation de la révolution socialiste. □

Résolution votée par le 6^e Congrès du PSU.

Les adhérents P.S.U.



Les données que nous présentons ici sont le résultat d'un sondage effectué sur le fichier national du P.S.U. (mis à jour au 31 décembre 1968). Il s'agit d'un sondage scientifique opéré, par la méthode du hasard, sur 1.329 cartes du parti. Le travail a été effectué par une équipe d'étudiants, sous la direction et la responsabilité de deux chercheurs de la Fédération Nationale des Sciences Politiques. Ses résultats complets seront publiés dans un prochain numéro de la *Revue française de science politique*. Signalons que c'est pour l'âge et la profession qu'existe le plus grand nombre de non-réponses, les cartes du parti

n'ayant pas toujours prévu ces questions.

Qui sont, d'après cette enquête, les adhérents du P.S.U. ?

● Sexe

Hommes : 74,8 %
Femmes : 25,2 %

Comme tous les partis politiques français, surtout à gauche, le P.S.U. est à majorité masculine nette. Ces chiffres sont proches par exemple de ceux du Parti Communiste ; les femmes sont cependant plus nombreuses au P.S.U. que dans un parti comme la S.F.I.O.

● Appartenance politique antérieure

Aucune	75,4 %
M.L.P., U.G.S.	11,8 %
S.F.I.O.	6,4 %
C.A.D., P.S.A.	2,8 %
P.C.F.	2,5 %
Convention	0,2 %
Divers	0,9 %

Ainsi, plus des trois quarts des membres du P.S.U. ont pris leur

première carte de parti en s'inscrivant au P.S.U. On voit par ailleurs que le poids des anciens adhérents des partis de la gauche traditionnelle (S.F.I.O., P.C.F.) est assez faible (9,2 %).

● Age

Moins de 20 ans	0,3 %	45 - 49 ans	8,7 %
20 - 24 ans	12 %	50 - 54 ans	5,3 %
25 - 29 ans	11,5 %	55 - 59 ans	7,2 %
30 - 34 ans	16,7 %	60 - 64 ans	3,5 %
35 - 39 ans	13,8 %	65 ans et plus	6,4 %
40 - 44 ans	14,6 %		

Le P.S.U. semble donc moins « jeune » qu'on ne le dit généralement : moins du quart de ses membres ont moins de trente ans. En fait, c'est la tranche des 30 à 45 ans qui est de loin la plus importante : plus de 45 % des membres du parti sont compris dans cette tranche

d'âge.

On trouve également une remontée de la courbe pour les « 65 ans et plus », correspondant certainement à des militants qui combattent pour le socialisme depuis de longues années, et qui ont trouvé dans le P.S.U. un débouché naturel.

● Activités syndicales

C.G.T.	11,6 %	F.N.S.E.A.,	
C.F.D.T. (y compris le S.G.E.N.)	16 %	C.N.J.A.	0,6 %
F.O.	2,8 %	Autonomes et divers	3,9 %
F.E.N.	17,5 %	Aucune activité syndicale mentionnée	37 %
U.N.E.F.	10,6 %		

Le nombre de ceux qui n'indiquent aucune activité syndicale est relativement élevé, mais il comprend les personnes non actives, et est donc un petit peu « gonflé ». Comme on pouvait s'y attendre, on voit

que, les syndicats enseignants étant évidemment importants, les travailleurs inscrits au P.S.U. se répartissent entre la C.G.T. et la C.F.D.T., une minorité seulement adhérant à F.O.

● Autres activités

20,9 % des membres du parti font état sur leur carte d'autres activités. Il s'agit surtout d'animation culturelle, d'associations de parents d'élèves ou d'associations laïques,

d'associations familiales, de mutuelles, de mouvements de jeunesse, de comités Vietnam, du Mouvement contre l'armement atomique, du Mouvement de la Paix, etc. □

● Profession

Agriculteurs exploitants	1,9 %	milées)	9,2 %
Salariés agricoles	0,2 %	Techniciens	5,6 %
Industriels	0,2 %	Cadres administratifs moyens	7,2 %
Artisans, commerçants	3,5 %	Employés	14,2 %
Professions libérales	2,1 %	Ouvriers	12,9 %
Professeurs (et professions assimilées)	13,7 %	Etudiants	10,9 %
Ingénieurs	4,6 %	Prêtres et pasteurs	0,3 %
Cadres administratifs supérieurs	2,1 %	Autres catégories	1,2 %
Instituteurs (et professions assimilées)		Personnes non actives (surtout retraitées)	10,2 %

Deux éléments paraissent surtout devoir être notés : ● l'importance du milieu universitaire : près du tiers des membres du parti sont des professeurs, chercheurs, instituteurs ou étudiants ● l'importance surtout de ceux qui appartiennent à la

classe ouvrière, entendue au sens large (ouvriers, employés, techniciens, petits cadres) : 40 % à peu près des membres du parti, auxquels il faudrait ajouter une forte proportion des retraités.

● Date d'adhésion au P.S.U.

1960 : 23,8 %	1965 : 4,7 %
1961 : 2,7 %	1966 : 5 %
1962 : 3,3 %	1967 : 13,7 %
1963 : 1,9 %	1968 : 42,7 %
1964 : 2,2 %	

On voit le poids extrêmement important des « adhérents de mai » au sein du P.S.U. Leur pourcentage est d'ailleurs plus important que les progrès réalisés en nombre par les effectifs du parti, ce qui signifie qu'il y a eu aussi un certain nom-

bre de départs en 1968. Il faut noter aussi la part relativement importante de ceux qui sont au P.S.U. depuis sa fondation (près du quart), et le début de poussée sensible en 1967.

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS OUVRIERES

— HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER, de Jean Bron (Tome I)	18,00 F
— LES MISERES DE L'ABONDANCE, de Jean Boniface	8,00 F

EDITIONS DU SEUIL

— MEXICO, LE PAIN ET LES JEUX, de J.-F. Held	16,00 F
— SOCIÉTÉ RURALE ET URBANISATION, de P. Rambaud	24,00 F
— LA VÉRITÉ DES PRIX, de H. Levy-Rambert	6,00 F
— LES DIVIDENDES DU PROGRES, de Masse et Bernard	6,00 F
— HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE, de Trotsky (2 tomes)	19,00 F
— LES 20 AMERIQUES LATINES, de M. Niedergang (3 tomes)	18,00 F
— LE JOURNAL DE LA COMMUNE ETUDIANTE, de Vidal-Naquet (dossier complet en 900 pages de la période nov. 67-juin 68)	50,00 F
— LA C.G.T., de Barjonet	4,50 F
— LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'A. Kriegel	7,50 F

EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, de Boukharine	15,00 F
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, de Boukharine	20,00 F

EDITIONS SOCIALES

— LE MANIFESTE, de Marx et Engels	2,10 F
— LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE, d'Engels	3,65 F
— L'IDEOLOGIE ALLEMANDE, de Marx et Engels	3,65 F
— LA GUERRE CIVILE EN FRANCE - 1871, de Marx	3,65 F

**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

Messages

Nous publions ici la fin des messages reçus au Congrès. En nous excusant de leur publication morcelée, due aux nombreuses difficultés techniques rencontrées depuis quelques semaines par « Tribune », mais qui sont aujourd'hui heureusement aplanies.

« OBJECTIF 72 »

« ... Comme vous, nous souhaitons :

« — D'une part que la gauche française adapte son langage politique et son style d'action aux problèmes nouveaux que posent à l'homme, en cette fin du vingtième siècle, l'élargissement des connaissances scientifiques et le progrès des techniques.

« — D'autre part, qu'elle privilégie le passage vers le socialisme international, seul en mesure d'assurer le maintien de la paix dans le monde et le développement des peuples défavorisés.

Le rassemblement des divers courants socialistes dans une formation unique est une des conditions nécessaires de notre victoire commune contre le capitalisme international et les impérialismes des grandes puissances.

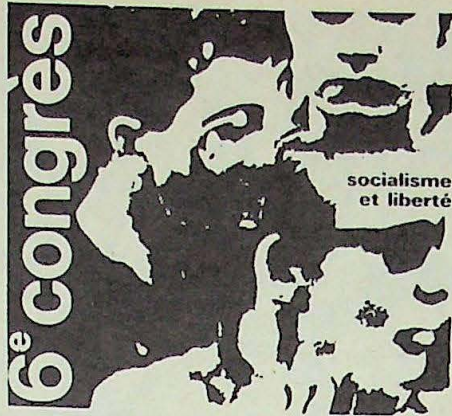
« C'est pourquoi nous souhaitons tous qu'explicitant vos thèses 16 et 17, mais aussi et surtout la onzième, votre congrès favorise en définitive sans calcul, ni compromission l'unité indispensable à laquelle nous devons aboutir avant 1972. »

« ROUGE »

« Les militants révolutionnaires — ceux qui sont dans votre parti et ceux qui se trouvent à l'extérieur — ont aujourd'hui à résoudre des problèmes déterminants dans l'avenir de la lutte pour la révolution socialiste en France. Il ne s'agit pas là de perspectives lointaines et brumeuses, mais d'une tâche dont mai a révélé pleinement l'actualité. C'est aussi mai qui a cruellement confirmé l'urgence de poser, comme le font certains d'entre vous, le problème de l'organisation révolutionnaire, de la construction de ce parti de combat nécessaire, selon nous, pour accomplir jusqu'au bout la tâche de la prise de pouvoir contre la bourgeoisie... »

« ... Jusqu'au bout... cela signifie être armé contre notre adversaire de classe et d'abord le connaître ; connaître aussi la nature et la forme du nouvel Etat que le prolétariat instaurera après sa prise de pouvoir pour garantir sa dictature contre les classes réactionnaires. La clarification de ces thèmes, la connaissance précise de la formation sociale des pays socialistes avancés, la définition d'une stratégie de luttes alternative à l'impasse où mènent les voies électoralistes et réformistes, l'élaboration d'un programme capable de mobiliser la classe ouvrière et ses alliés dans un combat anti-capitaliste, ce sont autant de tâches qui incombent aux militants révolutionnaires.

« Les moyens d'y répondre résident, pour les différents mouvements d'avant-garde, dans l'approfondissement de leur propre expérience et dans la confrontation avec les autres. »



La presse et le VI^e Congrès

André Bielany

Après un congrès qui avait été soigneusement préparé, qui s'annonçait comme « décisif », il est normal que les militants de notre parti s'interrogent sur l'« image » de celui-ci.

Et si le congrès a consacré le travail effectué depuis mai, par un vote massif, il est capital que l'opinion publique le reconnaisse également. Pour cela, faute de moyens puissants de diffusion, et bien qu'il revienne aux militants surtout de faire connaître les orientations définies à Dijon, nous sommes quelque peu dépendants de la presse écrite et parlée dont les commentaires peuvent affaiblir ou renforcer notre « audience ».

Ce que la presse aura retenu, ce que l'opinion dans son ensemble aura pu retenir du congrès, n'est pas toujours encourageant, ni exact, comme on va le lire ; ce qui confirme l'urgence d'une explication systématique et générale.

La revue de presse qui suit est riche d'enseignements.

Des commentaires recueillis, nous avons évidemment retenu les plus significatifs et les plus intéressants.

La presse parisienne en tout cas ne détient pas le monopole de tels commentaires, et ceci comme le reste n'est pas un hasard. De plus il est à noter que peu d'hebdomadaires se sont révélés féconds et que les journaux à grand tirage n'ont pas toujours fait — il s'en faut — au congrès la place qu'il méritait.

Ce qui fait la substance de tous ces articles, c'est enfin le double vote, apparemment contradictoire, qui est intervenu à Dijon ; explications et conclusions varient autour de cette « contradiction », suivant les journaux, d'un pessimisme mal pondéré à un optimisme plus tonique. Dans l'ensemble, la presse s'est intéressée au congrès, ce n'est pas négligeable, sans se montrer chaleureuse pour autant. On peut penser néanmoins que beaucoup d'observateurs et

journalistes ont été déroutés par l'originalité d'un « événement » qui vient heurter les catégories et les traditions politiques encore tenaces en France.

Forcés de choisir parmi les articles ceux qui en eux-mêmes présentent le plus d'intérêt, nous ferons toutefois quelques rares exceptions, à titre d'exemple, en raison de leur signification.

*
**

Le « Figaro » a tout dit dans son titre : « Bien qu'il ait décidé de faire campagne pour le « non », le P.S.U. entend garder son caractère « révolutionnaire » et se démarquer du P.C. et de la S.F.I.O. »

Cette contradiction n'est pas la seule que voit « Midi-Libre » dont l'analyse et les conclusions sont très nuancées d'ailleurs. On y lit essentiellement :

« Il convient de noter que si le P.S.U. s'est finalement prononcé pour le « non », ce n'a pas été du tout par souci de se rallier à l'attitude qu'ont prise les autres formations de gauche... »

« On a bien vu au contraire, à Dijon, que le parti de M. Michel Rocard s'oriente actuellement dans une tout autre direction et n'échappe pas (il s'en faut) à une influence « gauchiste »... »

« Des contradictions et des incertitudes subsistent, mais il ne faut pas s'en étonner. Il ne pouvait en être autrement s'agissant d'un parti qui a subi de très profondes mutations en mai et dont le nouveau visage ne peut être encore déterminé avec certitude. »

D'autres journaux, plutôt que d'insister sur les paradoxes ou les contradictions du congrès, s'intéressent davantage à la montée du « gauchisme » au sein du P.S.U. C'est le cas surtout de grands quotidiens régionaux. Pour n'en citer que deux, « Ouest-France » parle d'un « net glissement vers l'extrême gauche » et « L'Est-Républicain » d'une « voie étroite. » G. Mamy écrit dans ce dernier : « Le P.S.U. depuis sa création a tou-

jours cheminé dans une voie extrêmement étroite. Elle s'est peut-être rétrécie encore à Dijon. Les optimistes espèrent que l'efficacité récompensera la rigueur idéologique. Il est aussi quelques inquiets pour craindre qu'un abus de mots n'écarte bien des bonnes volontés. »

Dans un autre sens, « La Croix » qui n'en reconnaît pas moins la profondeur des débats de Dijon, explique que le congrès du P.S.U. illustre les difficultés du « gauchisme. »

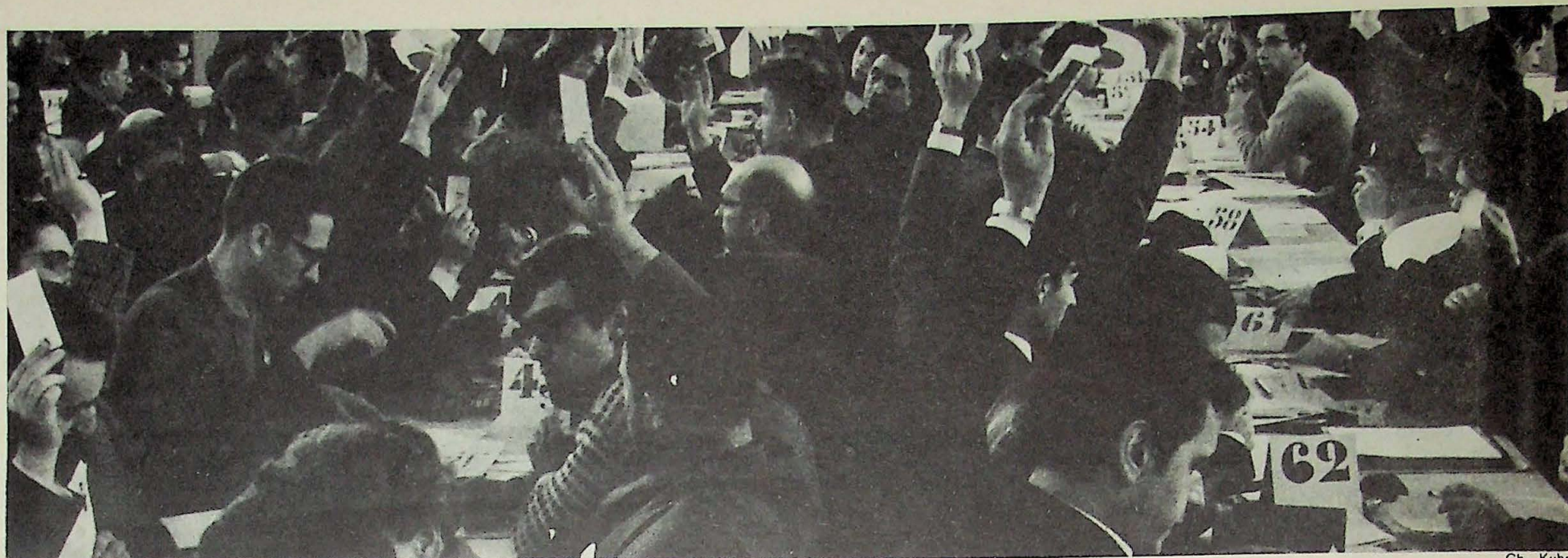
« L'événement du congrès de Dijon, écrit Noël Copin, c'est moins le vote sur la campagne du référendum — le « non » l'a emporté — que le nouveau visage pris par le P.S.U... On peut se demander s'il ne risque pas de connaître une crise sérieuse parce qu'il a bien du mal à digérer ces forces neuves dont il a bénéficié... Par-delà les problèmes propres à ce parti, il y a le problème plus général du mouvement de mai qui n'arrive pas à trouver son expression sur le plan politique, ni sur le plan du syndicalisme universitaire. Ce qui semble, en définitive, nuire davantage aux organismes ou aux partis les plus proches de lui qu'à la société qu'il conteste. »

La montée du « gauchisme » et les « contradictions » dont elle est la cause principale, mettent en péril plus que jamais l'unité de la « gauche » : c'est du moins ce que montre H. Deligny dans « La Voix du Nord » :

« Le P.S.U. s'attachera à transformer la gauche plutôt qu'à l'unir. »

« Si avec ce VI^e congrès, le P.S.U. semble avoir dépassé l'âge de la pluralité des tendances, il s'accommode mal avec l'hétérogénéité de ses éléments, d'une organisation qui entend tout à la fois affirmer l'autorité de la direction du parti et assurer la libre expression de la base dans ses décisions... »

« Après l'orientation décidée à Dijon, on verra si, dans les pro-



Ch. Kuhn

chans jours, ceux qui en France constituent la fraction la moins négligeable de la gauche — en premier lieu les socialistes S.F.I.O. et les communistes — apprécient de la même façon le rôle que s'attribue le P.S.U. »

« Mais que Dijon contribue à sortir la gauche française de sa situation, n'est-ce pas cultiver l'illusion que de l'affirmer ? »

Dans « Le Monde », R. Barrillon et J. Tournouer, en introduction à un compte rendu particulièrement minutieux, tirent les leçons du congrès et écrivent :

« Le P.S.U. vient de faire une fois de plus à Dijon, la démonstration de la vigueur physique de ses militants, de leur assiduité et aussi de leur capacité à étudier sérieusement les problèmes fort délicats que posent l'avènement d'une société nouvelle et la définition du « courant socialiste » auquel le parti voudrait pouvoir donner naissance ». Mais, poursuivent-ils, le bilan du congrès « se présente sous la forme d'un faisceau de contradictions et de paradoxes... » Suit l'énumération de ces « contradictions et paradoxes », et en conclusion :

« Le P.S.U. offre à la veille du printemps 1969 un visage sûrement nouveau, mais profondément déconcertant : celui d'un parti révolutionnaire qui ne se connaît pas encore vraiment lui-même. Ce parti aura à surmonter bien des épreuves difficiles. C'est la seule certitude que l'on puisse avancer à l'issue d'un congrès qui illustre, après tant d'autres depuis six mois, la situation dramatique où se trouve actuellement la gauche non communiste. »

« Sud-Ouest » s'interroge sur l'isolement du P.S.U. (et explique en partie) :

« Dans le ciel politique, le P.S.U. n'est-il pas une constellation solitaire ? Il se tourne vers les autres formations de gauche. Il leur dit : « Oui, mais... »

« Le parti communiste français demeure, les faits le soulignent, une force massive et relativement disciplinée. Le P.S.U. s'est heurté

parfois brutalement au P.C.F. Celui-ci mène d'ailleurs contre le parti de M. Michel Rocard une très vive campagne. La presse communiste réserve aux initiatives du P.S.U. des appréciations qui sont souvent malveillantes.

« Les raisons de cette agressivité sont simples : M. Waldeck Rochet et les dirigeants du bureau politique sentent qu'une fraction dynamique de la jeunesse risque de leur échapper... »

Dans « Combat » C. Glayman s'intéresse davantage aux problèmes qui ne manqueront pas de se poser au P.S.U., et développe analyses et bilans :

« Etant entendu, écrit-il, que l'image publique du P.S.U. a quelque peu perdu de son lustre au terme de ce VI^e congrès, y a-t-il lieu d'estimer qu'un redressement demeure possible ? S'il est probable que l'opinion sympathisante, de près ou de loin, du P.S.U. n'a pas compris il est encore plus vrai que le désert politique est total et que les craintes de lendemains de plus en plus autoritaires sont plus que jamais ressenties. Tant et si bien que le P.S.U. ne saurait en conclusion d'un congrès difficile avoir fatalement perdu de son crédit. Sous réserve évidemment qu'il soit clair et rapide dans ses prochaines démarches... Objectif qui suppose que la ligne cohérente de la direction soit mieux explicitée, la conviction des dirigeants ne suffisant pas automatiquement à assurer celle des militants. »

Dans le même journal on lit, d'autre part, un commentaire optimiste de J.-C. Vajou :

« Le congrès du P.S.U. à Dijon n'aura pas apporté tout ce que l'on pouvait attendre de lui mais il a fait preuve d'une recherche doctrinale réelle, d'un désir de pureté idéologique : il a ressemblé à ces cours d'école primaire où les enfants viennent d'être lâchés, où tout n'est que mouvement, entrains et cris... Ce qui différencie le P.S.U. des autres formations de gauche, c'est qu'il peut compter sur l'événement pour grandir et

se développer. Le « non » du P.S.U. est donc logique même s'il recouvre des finalités différentes. »

Il nous faut bien enfin et pour conclure réserver quelques lignes aux champions de la vérité :

« L'Humanité » parle d'un « désaveu de la direction par les militants », d'un « P.S.U. jamais aussi divisé », puis ajoute : « Les travaux de ce congrès ont été surtout marqués par une avalanche d'interventions anticommunistes sur... l'alternative socialiste. » Rien qui surprenne à vrai dire.

Et « Paris-Presse » se surpasse en proposant à ses lecteurs une vision originale des choses, qui lui vaut de conclure la revue des quotidiens. Sous le titre : « Le P.S.U. joue à l'héritier de mai », on y lit : « Dans la mesure où le P.S.U. se veut l'héritier direct du mouvement de mai, l'incohérence dans le comportement va de soi... »

...« En réalité, les socialistes unifiés, voulant monopoliser l'héritage de mai, entendent capitaliser à leur profit ce qu'ils considèrent comme la première étape d'une transformation de la France. »

Près d'un million de lecteurs sont ainsi édifiés.

Les hebdomadaires ont déçu : faut-il citer « Le Nouvel Observateur » qui sensationnellement livre en guise d'analyse une page massive sur... la chute de Marc Heurgon ! Comme si l'on pouvait faire de cet incident le pivot et le symbole du congrès. C'est en définitive parler pour ne rien dire, et non sans malveillance.

Comment ne pas mentionner un « Express » affolé qui voit du péril jaune partout jusque dans le congrès du P.S.U. D'après la collaboratrice de cet hebdomadaire, un seul homme « aurait eu droit à Dijon au titre honorifique de président : Mao soi-même. »

« France Nouvelle » ne néglige rien pour asséner de nouveaux coups au P.S.U. Un article irrésistible à tous points de vue et comme on voudra l'entendre ; le P.S.U. y est dépeint comme un « amalgame de maoïstes, d'anarchistes et

de trotskystes », et s'y voit attribuer la prétention de diriger, « d'être le dirigeant de la classe ouvrière... » Pas un jugement pertinent, pas le moindre souci de vérité, mais, si l'on veut, une contre-propagande tristement déformatrice et mensongère.

« Réforme », en revanche, se montre plus enthousiaste :

« L'essentiel de ces trois journées est de montrer et de démontrer que la gauche authentique n'est pas morte, rue Gay-Lussac, en mai 1968. Elle existe. Elle existe avec une vigueur et une force joyeuse qu'aucune autre formation ne peut revendiquer... Le P.S.U., avec tous ses défauts, avec un verbalisme quelquefois irritant, avec ses impulsions, avec sa fougue aura eu à un moment historique un rôle : celui de proposer le socialisme comme solution immédiate de remplacement du régime actuel, celui de penser que cette « alternative » ne viendra pas obligatoirement par le miroir aux alouettes : le Parlement. »

Une assez bonne analyse enfin dans « Témoignage Chrétien », par P. Marat. Celui-ci, après la critique du congrès conclut :

« Si le P.S.U. s'est séparé dans une certaine confusion, et lui aussi, dans une certaine mélancolie, des âmes, il a auparavant beaucoup et sérieusement travaillé. Les discussions de commissions autour des 17 thèses ont donné lieu à des débats d'une grande qualité. L'adoption des thèses montre que le P.S.U. a choisi une voie droite qui, non seulement représente un apport théorique devant faciliter une vaste discussion à l'intérieur du parti et à l'extérieur sur « les problèmes du mouvement socialiste dans les pays industriels » mais qui peut aussi fonder une réelle action politique dans les secteurs clés définis : l'Université, les entreprises et le secteur agricole. »

« C'est pourquoi il est nécessaire que le P.S.U. réfléchisse à la cohérence de sa pratique quotidienne avec la définition théorique de sa pratique politique... »

U.S.A.

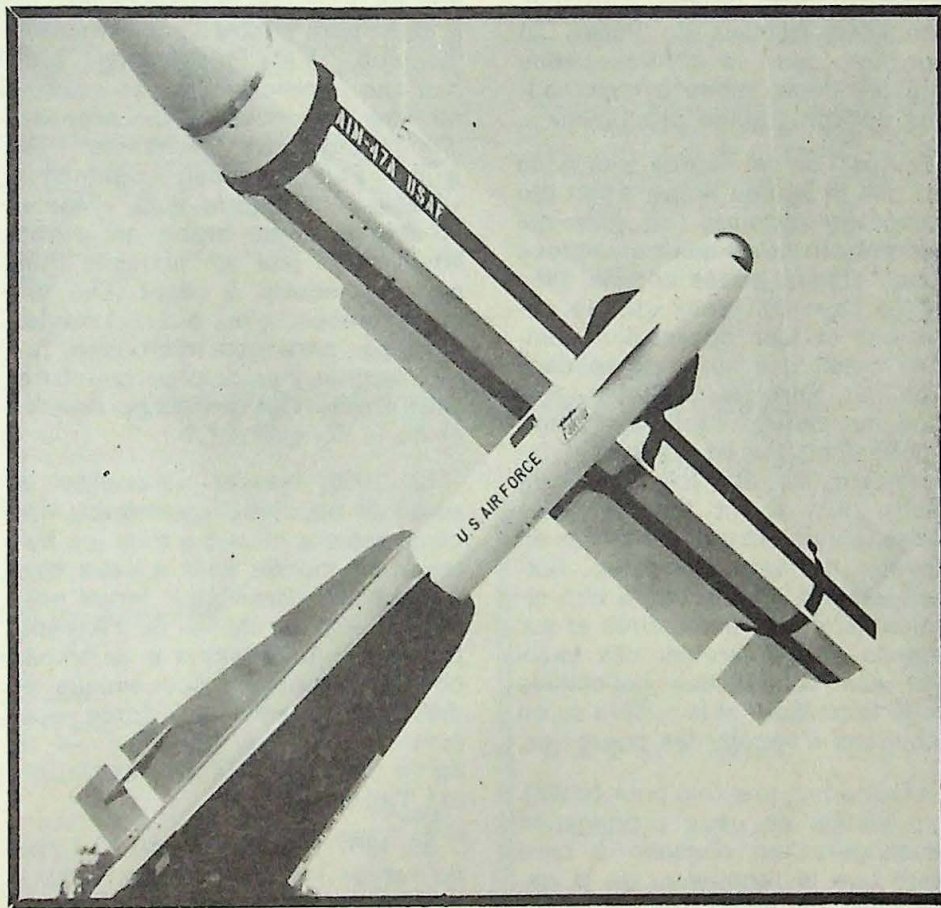
Comment préserver l'empire

Henri Beley

Depuis son entrée à la Maison-Blanche, Nixon se distingue par sa grande prudence, son refus de tout geste spectaculaire et son goût pour les compromis. Si l'on veut bien se souvenir de son passé politique (qui ne se caractérise pas précisément par un tel comportement) et si, d'autre part, on examine d'un peu près l'état actuel du conflit qui oppose, à l'échelle mondiale, forces impérialistes et forces de progrès, on constate le phénomène suivant : la politique suivie par l'équipe Nixon reflète essentiellement des contradictions de l'impérialisme

pourrait appeler une certaine « compréhension » pour toute difficulté, qui, en mettant l'un des deux grands en mauvaise posture, risque de rompre le « statu quo » que chacun tente d'instaurer faute de mieux. Bref, chacune des deux parties doit, d'une part, sauvegarder sa propre zone d'influence contre toute opposition interne ; d'autre part, s'attacher à démontrer sans cesse que toute offensive de l'une contre l'autre se soldera par une destruction réciproque. D'où la volonté qui se manifeste, tant à Moscou qu'à Washington, de ne pas laisser l'armement nu-

sespérément de surmonter. Rompant avec la stratégie de Johnson (qui correspondait à la phase de l'escalade au Vietnam et qui exprimait donc la certitude de l'invincibilité de la puissance américaine), l'équipe actuelle prend conscience du caractère aussi dérisoire que ruineux de tout programme visant à défendre la population urbaine. Protéger des villes contre une attaque nucléaire est devenu absurde compte tenu des progrès vertigineux de l'armement nucléaire offensif. Comme il est évident par ailleurs que les Soviétiques n'ont, pas plus que les Américains, intérêt à ce qui serait nécessairement un carnage réciproque, il ne reste qu'une solution : protéger uniquement les forces de repressailles stratégiques, non seulement contre les Soviétiques, mais surtout contre la Chine et contre « la possibilité d'attaques accidentelles venant de quelque source que ce soit ».



Agip

américain en butte aux deux puissances qui s'opposent à lui :

1) Les forces populaires qui, notamment en Asie, sont en pleine croissance — stimulées par l'exemple vietnamien qui a démontré que les U.S.A. ne peuvent être vaincus que par une lutte armée à laquelle tout le peuple participe : ces forces ont, de plus, le soutien de la Chine, devenue aujourd'hui puissance nucléaire...

2) La puissance militaire soviétique est telle à présent qu'un accord entre Américains et Soviétiques est devenu, pour les deux parties, d'autant plus impératif qu'elles se trouvent au fil des mois, de plus en plus « contestées » par les peuples rassemblés dans leurs zones d'influence respectives.

Ainsi, à l'impossibilité reconnue de détruire l'autre sans succomber soi-même vient s'ajouter ce qu'on

cléaire se « disséminer » (politique qui se solde d'ores et déjà par un échec retentissant) ; d'où également — puisque aussi bien la course aux armements est une absurdité, compte tenu que les progrès dans ce sens ne sont jamais unilatéraux — le désir commun de parvenir, sinon à un « désarmement général et contrôlé » (comment pourrait-il être général ? comment le contrôler ?), du moins à un certain « palier » que chaque rival s'interdirait de franchir au terme d'un traité solennel.

Fusées et anti-fusées

C'est au milieu de ces eaux mouvantes que l'impérialisme U.S. se débat avec plus ou moins de bonheur. La dernière conférence de presse de Nixon sur les fusées anti-fusées reflète à merveille les contradictions que Washington tente de

Ici, trois solutions sont envisageables : « Nous pourrions, déclare Nixon, accroître le nombre de nos bases maritimes ou terrestres de missiles, ainsi que celui de nos bombardiers », mais ceci ne constituerait qu'une « amélioration minime... tout en étant susceptible d'être mal interprétée par les Soviétiques (...). Une telle mesure ne ferait donc que stimuler la course aux armements ». Il serait aussi possible, ajoute-t-il, de « renforcer encore notre réseau de bases enterrées de missiles balistiques », mais une telle mesure ne tient pas compte des progrès de l'armement offensif. Reste « la construction progressive d'un système de défense active de nos forces de repressailles. C'est elle que j'ai choisie. » Car la mise en place d'un tel système en réduisant la « capacité d'attaque par surprise » de l'U.R.S.S. « doit inciter Russes et Américains à éviter l'escalade de leur budget d'armement stratégique », et saura défendre les U.S.A. « contre le type d'attaque nucléaire que la Chine communiste peut être en mesure de déclencher dans les dix ans qui viennent. »

L'histoire des Etats-Unis a donc pris un nouveau cours : à la phase offensive suivie pratiquement depuis l'existence des U.S.A., à l'extension brutale de l'empire américain, succède une phase où Washington tente, de toutes les façons possibles, de préserver l'acquis. Autrement dit, l'impérialisme U.S., en dépit de toute sa puissance, commence à se sentir acculé dans ses retranchements. C'est cette situation nouvelle que la politique de Nixon exprime, avec tous les compromis qu'elle implique. □

La paix au Moyen-Orient

David Weill

Quand Jean-Marie Vincent dans « T.S. » du 6 mars 1969, écrit : « Dans notre parti, il y a de très anciennes sympathies pour le sionisme d'extrême gauche, sympathies qui remontent souvent à la période de la lutte contre le nazisme en Europe ; mais cela doit-il nous amener à fermer les yeux sur la réalité de la politique de l'Etat d'Israël ? Depuis sa fondation, celui-ci s'est laissé enfermer dans un cercle vicieux... et l'on peut même affirmer que la tendance à ne se fier qu'à la puissance et aux conquêtes militaires n'a fait que s'aggraver... », il nie le passé, il feint de l'oublier et il falsifie l'histoire.

Faut-il rappeler que les Juifs de Judée (dénommée aujourd'hui Palestine) formaient déjà une nation avant même que la religion islamique, principal ciment du monde arabe, fût née, que ces Juifs de Judée se battirent à Massada jusqu'à la mort contre un des plus puissants impérialismes du monde, à savoir l'Empire romain pour conserver à la fois leur intégrité territoriale et tout ce qui forme une nation : communauté de langue, communauté de religion, de traditions et de mœurs, qui donnent précisément ce « vouloir vivre en commun » que nous appelons aujourd'hui une vocation nationale.

Faut-il rappeler également que le sionisme, au départ simple aspiration d'hommes persécutés à travers le monde, aussi bien chrétiens qu'islamiques, à retourner sur la terre de leurs ancêtres qu'ils n'avaient du reste jamais totalement ni volontairement quittée, ne date en aucune manière de l'épanouissement du nazisme en Europe, mais n'a été que la traduction politique de l'instinct de conservation d'individus qui se sentaient rattachés à un groupe ethnique ayant en commun un certain nombre de valeurs traditionnelles et de culture auxquelles ils tenaient — c'était leur droit — et qui, en raison même de leur attachement à ces valeurs communes, étaient périodiquement et quasi systématiquement massacrés et pourchassés, bien avant le nazisme, en Russie tsariste, comme ils le sont en Russie communiste, dans

la Pologne féodale capitaliste, comme ils le sont dans la Pologne gomulviste, dans la Roumanie réactionnaire comme ils le furent dans celle de la démocratie populaire, et même dans la France des Droits de l'Homme et du Citoyen, sous la III^e République (affaire Dreyfus), sous l'Etat français de Pétain, et pour finir sous la V^e République avec les déclarations symptomatiques de son « guide prestigieux ».

Et que l'on ne vienne pas nous dire que le monde arabe aurait été exempt de racisme. Les Juifs qui vécurent au milieu des populations arabes étaient traités comme elles par les pays coloniaux qui les dominaient et leur oppression commune créait une sorte de solidarité de fait entre les victimes. Mais qu'on me cite un seul pays arabe anciennement ou nouvellement indépendant où les Juifs, souvent établis bien avant les invasions arabes, n'auraient pas été traités en citoyens de seconde zone, auxquels étaient refusés les droits civiques les plus élémentaires et sur lesquels ne se seraient pas exercées ces vengeances collectives contre le malheur et la misère qu'on a coutume d'appeler les pogromes.

Il faut donc, une fois pour toutes, faire justice de cette propagande mensongère qui consiste à faire croire que le renouveau de la nation juive se serait fait au détriment des « Palestiniens arabes », victimes expiatoires du nazisme des années 1934 à 1945.

Les premiers kibboutzim furent fondés par des révolutionnaires et d'authentiques socialistes russes entre 1880 et 1917, alors que s'abattaient sur tout ce qui pensait progressiste dans cette Russie moyenâgeuse les rigueurs de l'Okhrana dont le Guépéou s'est montré parfois le digne successeur. Et c'est du rang de ces pionniers que sortirent ceux qui libèrent la Palestine du colonialisme britannique, et non point des Palestiniens aujourd'hui effectivement à la recherche de leur entité nationale.

Et puis, il y a une seconde affirmation de propagande qui devient un mensonge parce qu'elle nie le passé et l'histoire : Israël conquérant ? Faut-il encore rappeler des vérités élémentaires ?

La guerre d'indépendance fut menée par la Hagana, armée clandestine israélienne contre l'occupant britannique pour les « bouter hors de la Palestine », les Israéliens se sentant une collectivité nationale majeure capable de prendre en main son propre destin, et à cette lutte contre l'occupant britannique, les Palestiniens arabes ne participèrent en aucune manière. L'O. N. U. proposa un partage de territoires. Le jeune Etat israélien répondit : « Oui ». L'Angleterre vota « Non », et créa la Ligue arabe qui cerna Israël et se jeta sur le jeune Etat pour le réduire à néant. Les armées arabes, c'est-à-dire l'Angleterre par personne interposée, furent battues par l'armée populaire israélienne. Où était l'opresseur, et où le conquérant ?

En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez et proclame que « le canal restera ouvert à tous les bateaux du monde sauf à ceux battant pavillon israélien ». Israël profite — oui, profite — de l'expédition franco-britannique pour empêcher son asphyxie économique et maintient ouverte par la force — et avec la garantie française — la sortie par le golfe d'Akaba : où est l'agresseur ?

En 1967, Nasser somme U Thant de retirer les troupes de l'O.N.U. de Charm-El-Cheikh et concentre ses blindés dans le Sinaï. Hussein masse ses troupes sous commandement unifié égyptien le long du Jourdain et dans la vieille ville de Jérusalem. La Syrie, pour fournir à Nasser un prétexte, dénonce une invasion imaginaire. U Thant obéit sans discuter et sans même réunir le Conseil de sécurité, à l'injonction de Nasser, lequel bloque le détroit de Tiran. Ce qu'il n'a pas réussi en 1956, à savoir asphyxier Israël, il pense le réussir en 1967 avec la complicité de l'O.N.U. et des grandes puissances pourtant garantes de la liberté de navigation. Israël, une nouvelle fois, son existence nationale étant en cause, se voit contraint de desserrer l'étau et de détruire les armées concentrées autour de lui avant qu'elles ne détruisent la sienne : où est l'agresseur ?

Mais ces vérités, on ne veut plus se les rappeler ; on les ignore sys-

tématiquement pour ne retenir que le fait présent et brutal : Israël occupe des territoires qui, avant le conflit, ne lui appartenaient pas. On prend à dessein les conséquences pour les causes : c'est ce que j'appellerai falsifier l'histoire.

Enfin, dernier point qui, celui-ci, m'aurait beaucoup amusé, si le contexte n'en était pas aussi tragique : « Les Palestiniens se sont montrés jusqu'à présent beaucoup plus réceptifs aux conceptions du socialisme scientifique que les autres peuples arabes. » De qui se moque-t-on ? Des militants socialistes P.S.U. ou des Palestiniens ?

Quand on sait qu'à 95 % les Palestiniens et surtout ceux qui vivent hors des frontières d'Israël sont totalement analphabètes ; quand on sait que dans les camps de formation de la résistance palestinienne, on a trouvé exacte-



A.F.P.

ment six livres, parmi lesquels « Mein Kampf » d'Adolf Hitler (cf. **Monde Diplomatique** de mars 1969) ; quand on sait que dans tous les Etats arabes, l'enseignement est à base religieuse, toute vérité émanant du Coran, et qu'il n'existe ni liberté d'information, ni liberté de publication, ni liberté d'association ; quand on sait que les masses ignorantes et abruties de misère de ces pays sont soumises jour après jour à un pilonnage d'une propagande faite de slogans primaires appelant à la guerre sainte et aux thèmes antisémites empruntés aux vieux schémas forgés par 2.000 ans de civilisation chrétienne ; quand on sait tout cela, on a de quoi être effrayé de penser que ce sont des socialistes qui prétendent avoir vocation de gouverner un jour et qui écrivent des contre-vérités aussi flagrantes, parce qu'il leur faut, à tout prix, faire « coller » leur idéologie avec une réalité qu'ils inventent. Pour être un socialiste scientifique, encore faut-il avoir la possibilité d'accéder à toutes les sources de la connaissance, sans tabou aucun et non point être gavé de mythes aussi pernicieux que dangereux. □

Vacances en autogestion

Vacances actives et de détente autogérées au moindre coût pour et par les militants du courant socialiste.

● Hors des sentiers battus au moindre coût

Pour vos vacances à l'étranger vous pouvez partir avec une agence ou un des multiples clubs capitalistes dont les buildings en acier et verre se dressent dans Paris. Les formules du tout compris collectif offert par le système capitaliste vous donneront des vacances à bon marché. Mais dans leur cas, comme d'ailleurs dans le cas des « voyages pour la jeunesse », vous ne verrez pas grand-chose des pays où vous résiderez.

Car le tout compris traditionnel (capitaliste ou pas) c'est aussi le tout prévu : résidence dans des « villages » entre Français, rencontres « contractées » avec des gens du cru : tu es en vacances, alors consomme tes vacances telles qu'on les a fabriquées. Mais dis-moi qui les fabrique, je te dirai ce que tu vas voir. Evidemment, la solution c'est de partir seul ou en famille mais dans ce cas, le coût du transport devient exorbitant et les frais de séjour sont plus chers.

Après une première expérience très riche d'enseignements réalisée l'an dernier avec les départs sur Cuba, **DECOUVERTE ET CULTURE** (81, rue Mademoiselle, Paris-15^e) propose aux militants et sympathisants du courant socialiste, aux syndicalistes, aux animateurs des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, etc. une formule hors des sentiers battus : *les vacances en autogestion*.

Première caractéristique importante : les moindres coûts d'organisation. *Découverte et culture* est une association, régie selon la loi de 1901, sans buts lucratifs, qui ne peut rémunérer ses fondateurs, de plus le travail d'organisation est uniquement du travail bénévole, volontaire. Cela lui permet de situer ses prix tout compris à 20 %, 30 %, parfois la moitié au-dessous des prix courants.

● Autogestion

Deuxième caractéristique : l'autogestion du voyage par ceux qui s'y sont inscrits en versant des arrhes. Fin avril, en fonction du nombre de participants, l'animateur chargé d'un pays consacre quelques jours de ses vacances à se rendre sur place pour examiner toutes les possibilités offertes par le pays d'accueil : circuits, visites, chantiers, rencontres politiques, etc. Au retour, début mai, les inscrits sont réunis, à Paris, ils choisissent entre les diverses possibilités offertes dans le cadre du prix déjà fixé. Le programme est établi définitivement en s'inspirant des principes suivants : 1 semaine de circuit - découverte du pays et de sa réalité sociale, économique et politique, 1 semaine de rencontres et études spécialisées par petits groupes, 1 semaine de détente farniente. Naturellement seule la première semaine s'applique à l'ensemble du groupe (en raison du transport), le programme des autres semaines dépend des désirs du groupe dans la limite du prix proposé. Sur place, des accommodements peuvent être ensuite recherchés si quelques personnes souhaitent avoir une activité spécialisée sur laquelle l'animateur ne dispose pas de renseignements.

Les camarades absents à la réunion d'organisation de la mi-mai peuvent écrire avant pour donner leurs préférences et leurs suggestions. Le groupe se répartit aussi l'étude préalable du pays à partir de la bibliographie : aspects économiques, politiques, géographiques, historiques, etc. Des fiches spécialisées sont envoyées à tous les participants avant le départ. Au cours de la première semaine, le groupe pourra les discuter et obtenir les renseignements détaillés de la part de chacun des camarades chargés d'un sujet.

● Plusieurs formules

Deux formules de vacances autogérées sont proposées pour chaque pays. La formule jeune s'adresse non pas tant aux jeunes en âge, mais plutôt à celles et ceux qui sont prêts à être hébergés dans des conditions matérielles différentes de l'hôtel moyen : auberge style A.J., hôtels d'étudiants, éventuellement dortoirs et tentes pour quelques nuits.

Pour certains pays, les séjours jeunes peuvent comprendre, à la demande, quelques jours de travail de chantier par petits groupes insérés dans des chantiers locaux.

Le séjour courant, lui, se déroule dans des conditions d'hébergement plus confortables, permettant notamment le logement individuel pour les couples, voire, après étude, la prise en charge des enfants.

Si, malgré la souplesse de ces formules, vous ne trouvez pas votre bonheur, et si vous pouvez faire face financièrement aux aléas d'un séjour seul, **DECOUVERTE ET CULTURE** peut vous offrir seulement des transports par avion régulier ou charter, vous mettre en contact avec des camarades qui partent seuls également et vous permettre ainsi de partir à 2 ou 3, si vous le désirez.

En dehors des voyages proposés, **DECOUVERTE ET CULTURE** peut aussi répondre aux demandes de groupes de militants désireux de se rendre dans un autre pays.

Voilà, pays socialistes ou tiers monde, finis les voyages passifs, les pseudo-découvertes, ou les voyages de propagande. Voici des vacances attractives parce que actives, reposantes parce que organisées collectivement, libres parce que autogérées en petits groupes, enrichissantes parce que vécues ensemble par des militants venus d'horizons différents.

Travail ou farniente, périple ou résidence sur place, avec d'autres jeunes ou d'autres familles. Voilà une possibilité de vivre une expérience socialiste des loisirs où l'initiative et la créativité de chacun permettent que règnent côte à côte la camaraderie d'une vie de groupe et l'indépendance personnelle.

Tous renseignements à demander *par écrit* à **DECOUVERTE ET CULTURE**, 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e.

Attention : *Les places disponibles aux prix annoncés sont en nombre limité. Le succès attendu pour le programme 1969 laisse penser qu'il est prudent de s'inscrire très rapidement.*

A la découverte de...

Vacances actives et détente, autogérées par les militants et sympathisants du courant socialiste.

ALGERIE - TCHECOSLOVAQUIE - YOUGOSLAVIE.

1 s. circuit et visites, 1 s. rencontres et débats, 1 s. détente libre.

Thèmes : l'autogestion et la planification, la démocratie politique.

Dates : 3 s. du 5 au 27 juillet ; du 3 au 24 août.

2 s. : du 5 au 20 juillet ; du 3 au 17 août.

PRIX TOUT COMPRIS

		séjours JEUNES	séjours COURANTS
ALGERIE.			
Marseille - Marseille (bateau)	3 s.	600 F	800 F
	2 s.	500 F	700 F
Paris - Paris (avion)	3 s.	750 F	1 000 F
YOUGOSLAVIE - TCHECOSLOVAQUIE			
Paris - Paris	3 s.	700 F	900 F
	2 s.	600 F	800 F

Inscriptions : Immédiatement, avec 250 F d'arrhes.

AUTRES PAYS : Paris - Paris, en juillet et en août.

LIBAN .. 2 s. 800 F	3 s. 1 000 F	TURQUIE .. 27 j.	900 F
EGYPTE .. 3 s. 1 200 F	4 s. 1 300 F	MEXIQUE .. 4 s. (août)	2 150 F
INDE 3 s. 2 300 F	4 s. 2 400 F		

CUBA - ROUMANIE - POLOGNE - CHINE - ALBANIE - URSS à l'étude.
Prix indiqués pour les séjours Jeunes. Prix séjours courants à l'étude.

TRANSPORTS AVIONS (par lignes régulières ou charters de Paris à Paris).

ALGERIE	450 F	INDE	1 600 F
LIBAN	900 F	BRESIL	2 000 F
EGYPTE	850 F	PEROU	2 000 F
MEXIQUE	1 550 F	NEW YORK	850 F
		LOS ANGELES	1 300 F

DEMANDE

- d'inscription (1)
- de renseignements (1)

Nom : Prénom : Age :

H ou F (1) Profession : Tél :

demeurant : Rue à Dép.

(1) — Je désire recevoir la documentation sur les pays :

(1) — en vue d'un séjour : jeune (1) courant (1)

(1) — en vue du transport seulement.

(1) — Je m'inscris pour le pays suivant 1^{re} date possible :

pour un — séjour jeune (1) 2^e date éventuelle :

— séjour courant (1)

Ci-joint dans cette enveloppe le montant des arrhes par (1) — chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

Découverte et Culture CCP 2024179 Paris pour séjours courants

A. Grimault CCP 19 742 29 Paris pour séjours jeunes

Je m'engage à verser le solde *par moitié* le 1^{er} mai, le reste le 19 juin.

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles.

Bulletin à renvoyer à Découverte et Culture, 81, rue Mademoiselle, PARIS-15^e.

(Communiqué)

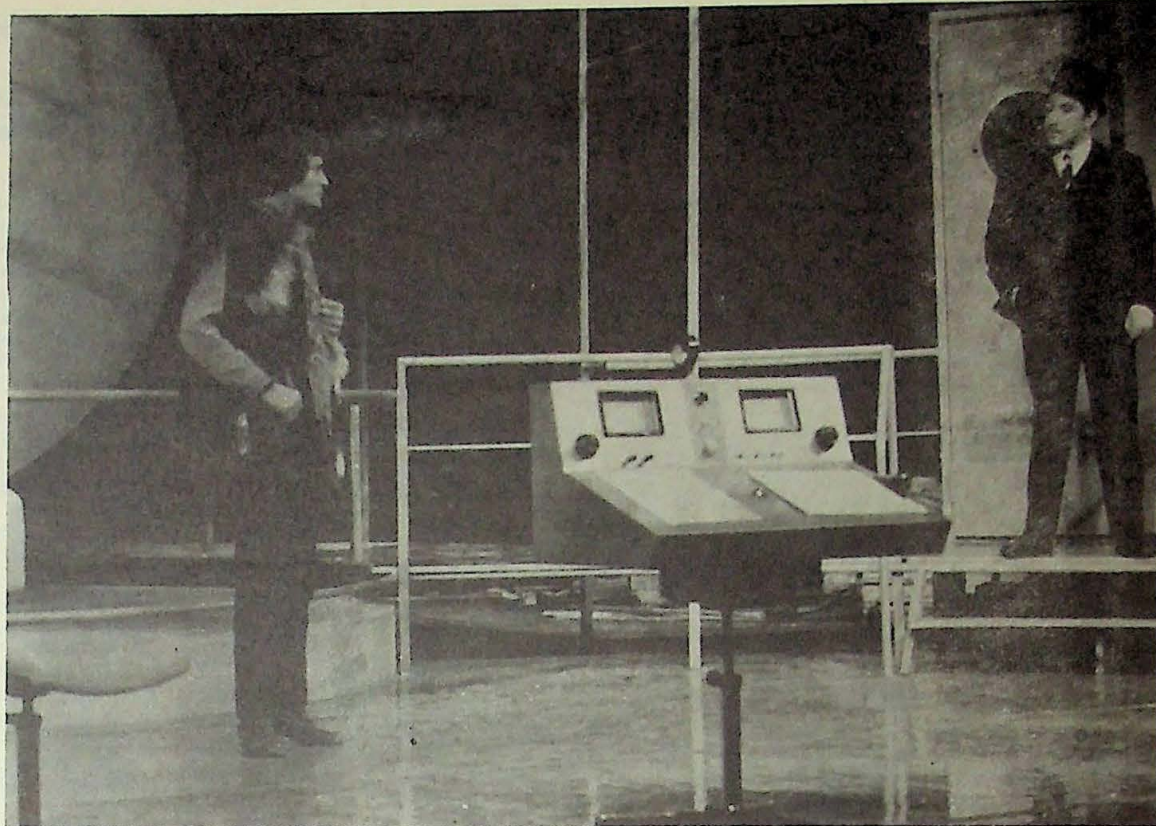
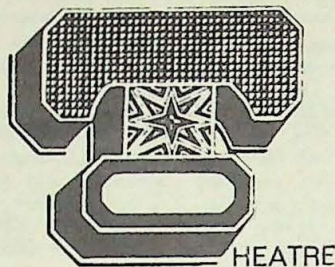
Le chien du général

D. Nores

Est-ce pour venger la mort de son chien que le général Rampf a envoyé une section de reconnaissance à une mort certaine ? Est-ce pour obéir à des ordres que lui-même jugeait criminels ? L'action se passe sur le front russe, quand les armées d'Hitler sont contraintes à la retraite. Devant la commission d'enquête chargée de l'interroger, le général peut sans peine évoquer la confusion, la complexité des décisions qu'il avait à prendre (participerait-il ou non au complot des généraux qui devait écartier Hitler du pouvoir et blanchir la Reichswehr aux yeux de l'Histoire ?). Sur un seul point, le soldat qui l'accuse et lui-même sont d'accord : un moment après l'avoir donné, le général avait complètement oublié l'ordre qui envoyait soixante hommes à une mort pour rien.

Cette pièce pose le problème de la responsabilité en temps de guerre, en même temps que, faisant alterner l'évocation du passé et des scènes du présent, elle remet en mémoire et analyse un grand moment d'histoire. Elle est d'une lecture passionnante, au moins tant que la responsabilité du général reste douteuse, et que les jeux d'ombre et de lumière de la conscience ne sont pas balayés (en fin de pièce) par le désir de démontrer de l'auteur.

• Heinar Kipphardt. *Le Chien du général*. L'Arche, éd., 9 F



Hein ?

Dominique Nores

La maison de la culture de Rennes est née dans un moment difficile. C'était à la fin de Décembre, quand les maisons de la culture étaient le plus violemment attaquées à cause du trop grand pouvoir des municipalités sur leurs animateurs, en plusieurs endroits dépossédés, et pour leur conception architecturale même. Francis Jeanson, chargé de la maison de Chalon-sur-Saône en gestation ne cachait pas à quel point les façades en verre, en haut des escaliers, en faux marbre, immédiatement intimidantes, convenaient mal à une action culturelle plus consciente d'elle-même depuis Mai.

Il fallait faire éclater culture et lieux culturels. Jeanson rêvait d'unités pionnières avancées jusqu'aux lieux de travail.

A Rennes cependant, après une préfiguration de trois ans, c'était une maison conçue avant les remises en question de Mai, qu'il s'agissait d'implanter : une seule bâtisse, un complexe culturel entier avec ses locaux de travail, ateliers, magasins, salle de répétition, sa galerie d'exposition, sa bibliothèque de prêt, sa bibliothèque de documentation, avec surtout ses trois salles de spectacle : deux destinées au théâtre ou à la musique, la troisième aux projections, cinéma ou T.V. sur grand écran.

L'ouverture des portes s'est faite discrètement, avant l'achèvement des travaux. Ainsi proposait-on à la population de Rennes non de visiter une maison dont elle aurait été l'invitée mais de s'habituer à y venir vivre, le temps qu'elle voudrait, dans des locaux légitimement siens. Cela a pu se

faire d'autant plus facilement que l'équipe d'animation, qui se confond en grande partie avec celle de la C.D.O., est implantée dans Rennes et sa région depuis 20 ans. Les chiffres de fréquentation de la Maison de la Culture vers laquelle on vient par autocar des campagnes proches mais aussi d'Angers et de Quimper, sont déjà des chiffres-record ; et cela, il faut le dire, alors que la Maison de la Culture s'est refusé la facilité qui consiste à réunir le plus possible d'abonnés ou d'adhérents sollicités ainsi à assister au spectacle quoi qu'on joue. A Rennes, le très bas prix des places n'est pas lié à une inscription : il est proposé à tous, chacun pouvant encore le rendre plus bas en obtenant, avec d'autres, un tarif de groupe.

Cela ne veut pas dire que les problèmes à résoudre manquent : Il est difficile de se rendre compte de loin en quoi consistent les tentatives de pénétration dans les groupes de jeunes travailleurs, en particulier de travailleurs ruraux. Mais l'éloignement de la cité universitaire et le manque de communications la nuit venue écartent beaucoup d'étudiants d'une fréquentation assidue. En même temps se pose le problème des programmes : la volonté d'ouvrir la maison à tous a fait naître des réticences à gauche et à droite. A droite une vieille aristocratie bretonne dont la fortune vient de la terre mais l'a fait prospérer, en ville, par le moyen du commerce, est très réservée devant une politique de la Maison de la Culture qui refuse tout privilège dans ses murs au rang social

et à l'argent. Tandis que les syndicats ouvriers, en même temps qu'ils ont marqué leur intérêt, s'inquiètent de la forme de culture qui est ici proposée. Ils sentent en Guy Parigot le désir, pour n'écartier personne, de proposer des œuvres qui ne divisent pas alors que selon eux la culture populaire n'a de sens que si elle fait toucher du doigt les aliénations.

Dans le cas de *Hein ?* d'Henry Livings, qui est la troisième pièce montée dans la maison de la culture par le Centre dramatique de l'Ouest, cette position est un peu injuste. Guy Parigot, qui a su s'entourer d'excellents collaborateurs — William Underdown pour le décor et Jean Laisné pour le montage sonore — propose une mise en scène sobre et parfaitement efficace dans la mesure où, sans parti pris personnel, elle laisse venir au jour, au travers d'une situation scénique simple, les arrière-plans qui font l'œuvre riche et inquiétante.

Le personnage principal est l'énorme machine — ici tout un système de passerelles et d'échelles, autour d'un ballon sonde — qui constitue la chaufferie d'une teinturerie. Machine si perfectionnée que dix minutes de soins attentifs suffisent à son fonctionnement idéal. Bien nourrie, réglée à temps, elle ne risque pas de produire dans le ciel cette fumée noire qui est la hantise du Révérend Mort, un homme moderne qui n'admet pas plus la pollution de l'air que le laisser-aller corporel : *Mens sana in corpore sano* ! Lui-même s'entretient par la course et le pas

de danse plus efficacement que par la prière.

Pourquoi faut-il que le manie- ment de la machine ait été confié au seul individu incapable de travailler dix minutes toutes les 24 heures ? Pourquoi faut-il surtout que cet individu fascine ? Devant les manettes qu'il est incapable de régler Val ressemble à Buster Keaton dans la chambre des machines du *Navigator* : imperturbable et si génialement loufoque que le monde raisonnable autour de lui s'effondre. En vain le patron de la teinturerie, désespéré, l'interroge : « Vous voulez nous faire croire que vous êtes idiot, pourquoi cela ? » Val se contente de distribuer à la ronde les champignons hallucinogènes qu'il cultive avec soin et de gagner les autres à son exemple : il se met à l'abri contre ce qui dans la société le gêne (patron ou belle-mère avec son idée du mariage) en refusant de les voir comme ils sont. Ainsi tous les rapports sociaux se trouvent remis en question.

Jean-Baptiste Thierée apporte au rôle de Val une fantaisie toujours tenue en bride, un comique sérieux. La pièce drôle et subtile — elle remplace les relations psychologiques entre les êtres par des tropismes — s'impose comme spectacle : la machine livrée à elle-même finit par éclater dans le jaillissement des bulles de savon et les sonorités discordantes.

On peut bien entendu faire des réserves. Mais après ce spectacle, la façon dont le Centre dramatique de l'Ouest semble se lancer exclusivement dans une politique de créations inquiète moins.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

- **Simon du désert** (Mex)
- **Hippies à San-Francisco** (Fr.)
- **Nous deux** (Rus)



INEMA

Un cinéaste hongrois : Andras Kovacs

L'année dernière « JOURS GLACES » d'Andras Kovacs est resté quelques semaines dans un cinéma d'art et d'essai. Aux Semaines du cinéma hongrois, organisées par le Cinéma National Populaire, on a pu voir deux autres films du même auteur. D'abord « LES INTRAITABLES » qu'il a réalisés en 1964. C'est un montage d'interviews d'inventeurs dont les procédés techniques nouveaux pour améliorer le rendement (charrues à rouleaux, ponçuses à coussins d'air, etc.) étaient refusés par la bureaucratie administrative. Il s'en dégage une masse de preuves contre cette force d'inertie qu'est la bureaucratie centralisatrice. Ensuite « LES MURS » (1968) qui montrent les réactions de divers milieux aux velléités d'opposition d'un technocrate à son supérieur : un fonctionnaire de la bureaucratie. On en revient encore au problème des rapports de la politique et de l'économie. La thèse de Kovacs est naturellement favorable à leur séparation, pour l'autonomie de l'économie. On peut contester cette position au nom d'un marxisme-léninisme authentique, car le problème n'est pas limité à celui de la bureaucratie, il est beaucoup plus large et engage en fin de compte des conceptions théoriques différentes du communisme. Mais ce qui est remarquable c'est la forme dans laquelle ces conflits sont posés au cinéma : Kovacs vise la « dé-spectacularisation » et il y parvient (plus dans « les Intraitables » que dans « les Murs »). Devant ses films le spectateur existe libre. Ses films appellent la discussion et d'ailleurs ils la suscitent puisque leur sortie est toujours suivie de remous et de débats à tous les échelons du Parti et de la population.

Voilà pourquoi il nous a paru intéressant de rencontrer Andras Kovacs et de discuter avec lui de problèmes politiques interférant avec le cinéma français.

T.S. — Comment est organisée la production cinématographique hongroise ?

Kovacs. — La production cinématographique en Hongrie est nationalisée. L'argent qui sert à faire les films vient donc de l'Etat. La part du budget qui revient au cinéma est partagée entre les postes suivants : un organisme d'exportation, un organisme de diffusion intérieure, un service du ministère, les studios. Avant 1961, la production était centralisée. Il n'y avait qu'un seul studio. On tournait 10 longs métrages par an. Depuis 1961 il y a eu une décentralisation : il y a 4 studios ; tous à Budapest. Ils ont chacun à leur tête un directeur nommé par le gouvernement : deux sont scénaristes, les deux autres sont réalisateurs. Ce sont donc des hommes de métier et pas seulement des fonctionnaires. Chaque studio comprend une équipe de réalisateurs. Leur nombre varie entre six et quinze. Nous sommes environ une quarantaine de réa-

lisateurs. Il y a la possibilité de changer de studio. Il se produit des regroupements selon que les réalisateurs font des films d'auteurs ou des films de consommation. La production tourne maintenant autour de 20 films par an. C'est le studio qui engage des scénaristes ; le directeur juge si le projet sera réalisé ou non. Le département cinématographique du ministère des Affaires culturelles a le droit de veto. Mais depuis plusieurs années il n'a usé de ce droit en aucun cas. Les réalisateurs ont la possibilité de travailler aussi pour la Télévision. D'ailleurs, tous les films de la Télévision sont tournés dans les studios de cinéma, parce que la Télé n'a pas de studio.

T.S. — Faut-il être inscrit au Parti pour réaliser des films en Hongrie ?

Kovacs. — Personnellement je suis inscrit au Parti, mais peu de réalisateurs le sont. Etre au Parti c'est avoir un surcroît de

responsabilité. C'est se lier volontairement à une organisation et donc apparemment être moins libre. C'est sans doute par esprit d'indépendance qu'ils ne se lient pas au P.C. Ce n'est pas par refus d'être responsable, car faire du cinéma c'est toujours une grande responsabilité.

T.S. — Pour vous, qu'est-ce que le cinéma ?

Kovacs. — Pour moi le cinéma est un moyen de poser des questions, de mettre à jour les contradictions d'une réalité sociale. Pour y parvenir j'emploie tous les moyens : la fiction (« Les Murs ») ou le direct (« Les Intraitables »).

T.S. — Donc vous n'êtes pas un « auteur », c'est-à-dire quelqu'un qui cherche à n'exprimer que des obsessions personnelles, individualistes.

Kovacs. — Mais si. Je ne crois pas que la notion d'auteur soit une notion bourgeoise. La présence d'un auteur au cinéma est indispensable pour qu'on échappe à l'expression anonyme, industrielle, massive que sécrète une machinerie comme celle d'Hollywood. Et jusqu'à la « nouvelle vague » le cinéma c'était ça, sauf les films soviétiques des années 20 et 30 et ceux du néo-réalisme. L'argent, les conditions matérielles de travail imposaient un sens « commun », dépersonnalisé. Dans le monde il doit y avoir chaque année près de 4.000 nouveaux films. 3.700 sont des films sans auteurs, insignifiants. Le reste seulement c'est du cinéma personnalisé.

T.S. — Bien sûr il est normal qu'un film ait un auteur, c'est-à-dire quelqu'un qui soit responsable du sens du film, qui essaie de contrôler rigoureusement ce qui se dit dans le film. Néanmoins il faut dialectiser la notion d'auteur et voir les « poisons » qu'elle contient. Elle est l'héritage de la notion d'artiste du 19^e siècle. Elle permet à des gens d'imposer à d'autres leurs obsessions personnelles, leur névrose. C'est une notion en ce sens bourgeoise. Eisenstein est le cinéaste qui a le plus contrôlé le sens de ses films (notamment par son travail théorique) et pourtant ce n'est pas un « auteur » : ce qui se dit dans ses films ce n'est pas une névrose d'individualiste, c'est la Révolution victorieuse, c'est le prolétariat libéré...

Kovacs. — Oui... bien sûr Eisenstein... Mais je ne suis pas d'accord quand vous dites que la notion d'auteur est une notion bourgeoise, et que celui qui crée ne doit pas avoir d'obsessions personnelles. Quand j'ai fait « les Intraitables » ce sont mes obsessions personnelles que j'ai exposées. Bien sûr il s'est trouvé que c'était en même temps les préoccupations de la société de l'époque. Mais le film n'aurait jamais existé si le sujet n'avait pas été pour moi une « obsession ». Ou alors il aurait existé d'une

manière schématique, insupportable. Tandis que là il est personnalisé. Je pense que dans le domaine de l'économie et de la politique le subjectivisme est néfaste, mais dans le domaine de l'art, la subjectivité est nécessaire ; c'est une condition « sine qua non » pour qu'existe une œuvre.

T.S. — Reste à savoir en fin de compte si une œuvre, un produit artistique est le résultat d'une expression personnelle ou au contraire l'expression d'une classe sociale... Ce qui m'a frappé dans les films hongrois c'est le nombre important de personnages appartenant à l'intelligentsia ou à la haute bureaucratie : il y a beaucoup d'artistes, de médecins, de professeurs, d'intellectuels, de hauts fonctionnaires... N'y aurait-il pas là comme un reflet d'un art accaparé par une nouvelle classe dominante ?

Kovacs. — La seule question importante c'est : est-ce que ces personnages ont des préoccupations de classes ou non ? Bien sûr on montre beaucoup de « dirigeants », c'est peut-être un manque ; c'est aussi un moyen de poser clairement des problèmes, des conflits, parce que les dirigeants sont ceux qui les vivent avec le plus d'acuité.

T.S. — De quelle classe sociale viennent les cinéastes hongrois ?

Kovacs. — De toutes les couches sociales. Par exemple Kosa (« les 10.000 Soleils ») est d'origine paysanne. Beaucoup sont d'origine petite-bourgeoise ou intellectuelle.

T.S. — Votre film « les Intraitables » est une attaque de la bureaucratie. Au nom de quels principes politiques et idéologiques faites-vous cette critique ?

Kovacs. — J'ai voulu dire dans ce film, preuves à l'appui, que le centralisme bureaucratique ne laissait pas assez de champ à l'activité individuelle et que cela entraînait une stagnation de la vie sociale. La bureaucratie est donc néfaste, non parce qu'elle ne laisse pas l'individu développer toutes ses qualités, mais parce qu'elle freine, limite l'apport de l'individu à la société. La bureaucratie c'est le règne du subjectivisme, de l'empirisme et c'est la fin de la responsabilité personnelle. Il faut donc empêcher ce subjectivisme qui a réglé chez nous pendant longtemps la vie économique. On décidait quelque chose en haut lieu sans tenir compte des lois économiques et des possibilités réelles. Alors après, si on critiquait les chaussures parce qu'elles étaient mal faites, le gouvernement se sentait accusé. Cela empêchait la critique de s'exprimer. Il ne faut pas mélanger la politique et l'économie. Il y a des gens qui croient qu'un film est socialiste s'il ne critique pas la société socialiste. Moi je dis, au contraire, qu'un film est socialiste parce qu'il

critique la société socialiste. La vérité est la meilleure propagande. Dans « les Murs » j'ai voulu montrer ça, qu'il fallait des forums, des institutions où l'on pouvait discuter, critiquer tout. Une sorte de critique sur la place publique.

T.S. — Oui mais la critique ne peut être admise que sur des bases socialistes et à l'intérieur de la classe ouvrière organisée politiquement. Sinon c'est la démocratie bourgeoise ou le pire des libéralismes.

Kovacs. — Bien sûr, il ne faut pas confondre démocratie et libéralisme. La démocratie c'est la possibilité d'un comportement responsable. Il faut commencer par établir la démocratie à l'intérieur du Parti. Mais ce n'est qu'une étape. Le Parti doit étendre la démocratie à toute la vie sociale. La dictature du prolétariat est un moyen pour atteindre la vraie démocratie.

T.S. — Est-ce qu'en Hongrie une critique « de gauche » du régime est possible ? Et si oui pourquoi le cinéma hongrois n'en use pas ?

Kovacs. — En principe toutes les critiques sont possibles.

T.S. — Une critique de type maoïste... ?

Kovacs. — Personne ne veut reprendre le maoïsme à son compte. Nous refusons ce culte de la personnalité, ce centralisme, cette militarisation, la Bible rouge (le petit livre). Nous avons été des « religieux » une fois, nous ne voulons pas l'être une seconde. Il y a des critiques mais à cause de l'expérience stalinienne elles se font dans le sens de plus de démocratie.

T.S. — Les films hongrois posent très bien les problèmes nationaux. Mais on remarque qu'il manque de la dimension « lutte internationale » (du prolétariat, du tiers monde). Cette absence ne traduit-elle pas un dépérissement du communisme ?

Kovacs. — Cette absence d'internationalisme s'explique historiquement et géographiquement. Pas de passé colonial, pas de mer, pas de relation avec l'extérieur : les Hongrois voyagent peu, nous sommes très refermés sur nous-mêmes, il n'y a pas de travailleur africain dans les rues de Budapest... Cependant la jeunesse, parce qu'elle est plus romantique, aime Castro, Guevara... Mais chez nous l'internationalisme s'exprime autrement. Il consiste à lutter contre le nationalisme hongrois et le nationalisme des autres pays d'Europe centrale toujours renaissant. L'empêcher de renaître et lui substituer une conscience internationaliste est un grand travail auquel participent les cinéastes hongrois (« les Sans-Espoirs », « Jours glacés »).

Propos recueillis par J.P. Fargier.

A Saïgon et à Paris guerre et négociation

Pierre Naville

Depuis deux mois la Conférence quadripartite sur la guerre du Vietnam tient régulièrement des séances rituelles qui n'ont pas fait avancer la question d'un pas. Tout se passe comme si les adversaires attendaient le succès, tantôt d'un avantage diplomatique important, tantôt d'un gain militaire sur le terrain. Pourtant, si l'on voulait résumer la situation actuelle on pourrait dire que les Américains (et leurs sujets sud-vietnamiens) ont été conduits à faire certaines concessions, mais que le F.N.L. et le gouvernement de Hanoï considèrent que ces concessions (arrêt des bombardements sur le Nord, projet de retrait progressif de certaines troupes, recherche d'un compromis politique) ne visent qu'à faire reconnaître l'équipe Thieu-Ky comme interlocuteur valable, ce que précisément le F.N.L. refuse.

Le 26 mars, le général Thieu a déclaré qu'il était prêt à entreprendre des négociations directes et secrètes avec le F.N.L. pour envisager sa participation à des élections « libres », si les combats cessaient. Mais cette proposition revient à consolider son propre pouvoir, en espérant éteindre la lutte populaire. Elle ne correspond en aucun cas aux données réelles, qui restent les suivantes : les deux tiers du pays sont contrôlés par le F.N.L., et le gouvernement Thieu-Ky tient tout son pouvoir de la force militaire et économique américaine. Ces ballons d'essai n'ont donc aucune chance d'être pris au sérieux. Ils sont fondés, les uns après les autres, sur l'idée que la négociation de Paris devrait aboutir à un **compromis** par lequel le « statu quo » politique serait maintenu c'est-à-dire non seulement une présence américaine prolongée, mais aussi un régime économique et social qui vit seulement de l'exploitation capitaliste et de la soumission coloniale.

La combativité du F.N.L.

Sur le terrain, le F.N.L. fait la preuve constante de sa combativité ; de ses ressources manœuvrières. Cabot-Lodge, le représentant de Nixon, peut répéter que cette combativité est due à la présence au Sud d'une force militaire

du Nord qui représente les deux tiers des combattants. Il n'en reste pas moins qu'elle ne pourrait se maintenir, riposter et attaquer si la population ne lui apportait pas un large appui, autrement dit, si le peuple du Sud-Vietnam ne légitimait pas en quelque sorte l'aide militaire et diplomatique que lui apporte le peuple du Nord-Vietnam. La présence de forces militaires du Nord est justement le signe d'une solidarité contre l'envahisseur américain et ses instruments du gouvernement de Saïgon.

Ces dernières semaines, les forces du F.N.L. ont repris un harcèlement intensif de bases américaines dans la région de Saïgon et du delta du Mékong. Ces actions, que le commandement américain interprète comme une sorte de rupture de l'esprit de négociation, ne sont en fait que la riposte aux offensives aériennes et terrestres incessantes des forces américaines et sud-vietnamiennes. Elles ne modifient pas pour le moment l'équilibre militaire des forces en présence, mais elles montrent que pour le F.N.L. le combat n'est pas interrompu par la négociation. Au contraire, il fait partie de la négociation.

L'enjeu : le pouvoir à Saïgon

L'enjeu, nous l'avons assez répété, reste donc le **pouvoir politique à Saïgon**. En principe, le F.N.L. et ses alliés démocrates et progressistes pourraient constituer un pouvoir parallèle, un gouvernement populaire qui représenterait réellement la population du Sud-Vietnam. Mais cette situation transitoire n'est plus nécessaire à partir du moment où ils ont accepté de participer à la Conférence de Paris qui peut leur permettre d'atteindre directement un objectif plus élevé : la constitution à Saïgon d'un gouvernement où ne seraient représentés que les partisans de l'indépendance, du retrait inconditionnel des forces américaines et de la transformation sociale et économique du pays, étape vers la réunification du Nord et du Sud.

Autrement dit, si compromis il y a, pour les combattants du

F.N.L., ce ne peut être qu'un compromis favorable à la politique qu'ils défendent. Après vingt ans de guerres, il est naturel que la population du Vietnam ne veuille pas d'une paix pourrie qui leur vaudrait à brève échéance une nouvelle intervention extérieure, d'où qu'elle vienne.

Nixon, comme Plevin en d'autre temps, cherche maintenant une « issue honorable », mais ne peut encore se résoudre à la trouver là seulement où il pourrait la trouver : dans le départ de ses troupes. L'impasse des négociations, les combats continus, montrent pourtant qu'il faudra en venir là si la guerre doit vraiment cesser.

Cette situation impose donc aux socialistes du monde entier de ne pas relâcher leur aide aux combattants du F.N.L. et à ses alliés de Hanoï. Il semble qu'aujourd'hui l'action de solidarité se soit un peu relâché sous prétexte que les négociateurs de Paris se retrouvent périodiquement. Mais jusqu'à présent ils se retrouvent pour constater leurs désaccords. L'intransigeance américaine, sa solidarité avec le gouvernement Thieu-Ky, reste le principal obstacle à la tenue d'une véritable conférence de paix qui enregistrerait avant tout une décision américaine de mettre fin à son agression.

A bas l'Alliance atlantique !

Il est donc de plus en plus nécessaire de reprendre l'action de dénonciation des entreprises impérialistes de Nixon. Les bavardages de De Gaulle se soldent par des appels du pied à l'Amérique, par l'affirmation de sa solidarité dans l'Alliance atlantique. Ainsi se dissipe la démagogie anti-américaine du discours de Phnom-Penh. C'est aujourd'hui notre devoir de lier la défense du peuple vietnamien au retrait total de la France hors de cette alliance. Une campagne dans ce sens, menée par toutes les forces socialistes et anti-impérialistes, aurait l'avantage de lier notre lutte contre le régime gaulliste au soutien que nous devons aux victimes quotidiennes de l'agresseur américain. □